



ETAT DES LIEUX DES TPE

1er trimestre 2026

DU 23 MARS AU 27 MARS 2026

1585 RÉPONDANTS



CONTACT PRESSE : Advocaciz

Alexandra Richert : 06.08.77.86.22 - Ambre Fourneau : 06.44.39.89.25



État des lieux des TPE

Trimestre 1 - 2026

Des charges toujours plus lourdes

88% sont stressés



État d'esprit
des indépendants

92%

expriment un sentiment négatif

40% sont inquiets

contre 24% au T4 2025



Charges sociales - Un poids devenu insupportable



75%

les considèrent
comme frein majeur
au recrutement

66%

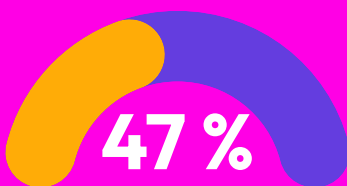
estiment qu'elles
impactent le plus
leur trésorerie



55%

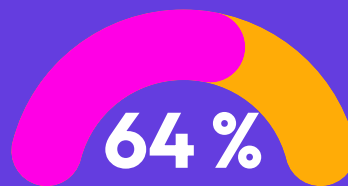
estiment que les
cotisations sociales nuisent
le plus à leur activité

Revenus personnels



se versent une rémunération
inférieure au SMIC

Perspectives



de ceux qui cherchent à vendre le
font pour des raisons de ras-le-bol



Contexte international

83%

jugent que le contexte international
nuît à leur activité



47%

constatent une baisse de la
consommation



SOMMAIRE

.....

- | | | | |
|-----------|-------------------------------|-----------|------------------------------------|
| 4 | PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS | | |
| 7 | SITUATION FINANCIÈRE | 28 | TRANSMISSION |
| 11 | CONJONCTURE ET PERSPECTIVES | 30 | FACTURATION ÉLECTRONIQUE |
| 14 | FISCALITÉ | 32 | EMPLOI |
| 16 | FINANCEMENT : ACCÈS AU CRÉDIT | 35 | PRIORITÉS POUR LES PRÉSIDENTIELLES |
| 20 | ÉTAT DES RELATIONS BANCAIRES | 36 | INTERNATIONAL |
| 25 | REVENUS DES DIRIGEANT(E)S | 43 | ÉNERGIE : FOCUS PÉTROLE |

Principaux enseignements

L'asphyxie des TPE par les charges : le point de rupture est atteint.

Le premier trimestre 2026 confirme une dégradation nette de la situation des TPE françaises.

Mais au-delà du constat conjoncturel, une lecture plus structurelle s'impose : dans un contexte de ralentissement économique, les TPE ne parviennent plus à s'adapter.

Le facteur déterminant n'est pas uniquement la baisse d'activité, mais l'incapacité à ajuster les coûts, principalement en raison du niveau des charges sociales et fiscales.

- 63 % constatent une baisse de chiffre d'affaires
- 70 % une baisse de marge
- 60 % une dégradation de trésorerie
- 47 % se rémunèrent sous le SMIC
- 33 % envisagent de cesser leur activité
- 92 % expriment un état d'esprit négatif

Ce baromètre met en évidence une crise à double niveau :

- un choc économique externe
- un blocage interne du modèle économique des TPE

1. UNE DÉGRADATION ÉCONOMIQUE QUI POURRAIT ÊTRE ABSORBÉE... MAIS NE L'EST PAS

La baisse d'activité observée s'inscrit dans un contexte global :

- ralentissement de la consommation, tensions internationales, hausse des coûts.

En théorie, les TPE disposent d'une capacité d'adaptation :

- ajustement des coûts, modulation de l'activité, flexibilité organisationnelle.

En pratique, cette adaptation est empêchée.

2. LE VÉRITABLE POINT DE RUPTURE : L'IMPOSSIBILITÉ D'AJUSTER LES COÛTS

Le baromètre montre que les charges sociales et fiscales constituent le principal facteur de blocage :

- 66 % les identifient comme premier facteur de tension sur la trésorerie
- 55 % comme le principal frein à leur activité
- 75 % comme le premier obstacle à l'embauche

Les charges ne sont pas uniquement un coût.

Elles deviennent un verrou structurel qui empêche toute adaptation économique.

3. UNE TRÉSORERIE QUI TIEN... AU PRIX DE DÉCISIONS DÉSTRUCTRICES

La relative stabilisation de la trésorerie repose sur des arbitrages défensifs :

- 50 % des dirigeants renoncent à leur rémunération
- 29 % retardent le paiement de fournisseurs
- 16 % retardent leurs charges
- 26 % reportent leurs investissements

Ces mécanismes permettent de tenir à court terme, mais fragilisent durablement les entreprises.

Principaux enseignements

4. UNE DÉGRADATION MAJEURE DE LA CONDITION DES DIRIGEANTS

- 47 % gagnent moins qu'un SMIC
- 50 % dépendent du revenu du conjoint
- niveau de stress très élevé
- isolement important

La question des charges pèse également directement sur les revenus des dirigeants, qui supportent eux-mêmes un niveau élevé de prélèvements.

5. UN MARCHÉ DU TRAVAIL BLOQUÉ PAR LE COÛT DU TRAVAIL

Le baromètre met en évidence un paradoxe central : le travail existe, mais il n'est pas économiquement viable.

- 63 % des employeurs seraient prêts à proposer plus d'heures si celles-ci étaient exonérées de charges.

Ce résultat montre que le problème n'est pas l'absence d'activité, mais le coût du travail.

6. UN CONTEXTE INTERNATIONAL QUI AMPLIFIE LA CRISE... MAIS N'EXPLIQUE PAS TOUT

83 % des dirigeants constatent un impact négatif du contexte international.

Les effets :

- baisse de la consommation
- hausse des coûts
- incertitude accrue

Cependant, ces chocs deviennent critiques car ils se cumulent avec un modèle déjà contraint.

7. UN ACCÈS AU FINANCEMENT PLUS RESTRICTIF

Les relations bancaires restent globalement positives, mais les conditions d'accès au crédit de trésorerie se durcissent.

Dans un modèle déjà sous tension, cela limite encore davantage les marges de manœuvre des entreprises.

8. UNE PRESSION FISCALE ET SOCIALE QUI DEVIENT STRUCTURELLE

La fiscalité et les charges sont perçues comme :

- élevées
- complexes
- cumulatives

Elles agissent simultanément sur :

- la rentabilité
- la capacité d'embauche
- la capacité d'investissement

Principaux enseignements

9. UNE CRISE DE VOCATION ENTREPRENEURIALE

- 36 % envisagent de cesser leur activité
- 64 % pour des raisons de ras-le-bol
- seuls 20 % recommanderaient d'entreprendre

Ce phénomène traduit une perte d'attractivité du modèle entrepreneurial.

10. UNE TRANSITION NUMÉRIQUE VÉCUE COMME UNE CONTRAINTE

La facturation électronique est perçue comme :

- un coût supplémentaire
- une complexité administrative
- une obligation subie

11. ANALYSE GLOBALE

Le baromètre met en évidence une triple crise :

1. économique : baisse d'activité et des marges
2. financière : tensions de trésorerie et accès au crédit
3. structurelle : incapacité à ajuster les coûts

Le rôle des charges est central :

- elles transforment un ralentissement économique en crise durable.

12. CONCLUSION

Les TPE restent résilientes mais les mécanismes d'adaptation atteignent leurs limites.

Dans toutes les crises précédentes, les entreprises ont su s'ajuster. Aujourd'hui, le système de coûts, et en particulier les charges, empêche cette adaptation.

Le risque n'est plus seulement économique. Il devient structurel, avec :

- une augmentation des cessations
- un découragement entrepreneurial
- un affaiblissement du tissu économique local

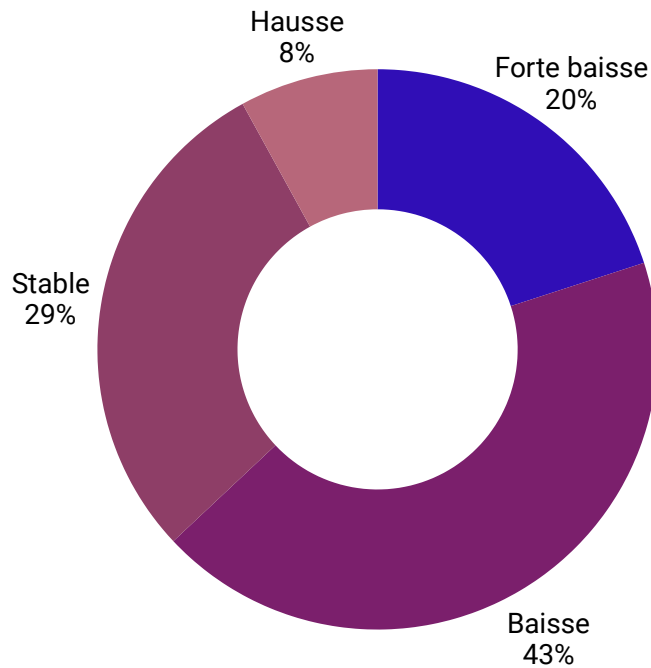
Ce baromètre constitue un signal d'alerte majeur.

SITUATION FINANCIÈRE

CA et marge

Comment qualifieriez-vous l'évolution de votre chiffre d'affaires ?

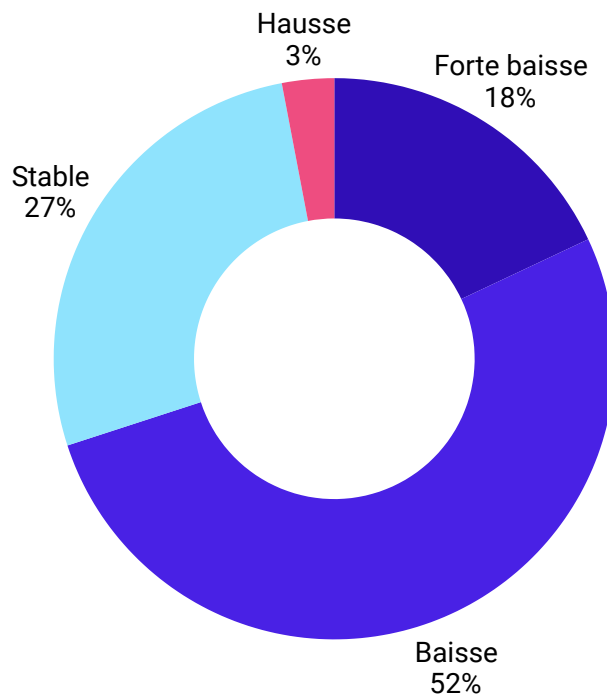
Au premier trimestre 2026 par rapport au T4 2025 :



**63% OBSERVENT
UNE DIMINUTION
DU CA**

Comment qualifieriez-vous l'évolution de votre marge nette ?

Au premier trimestre 2026 par rapport au T4 2025 :



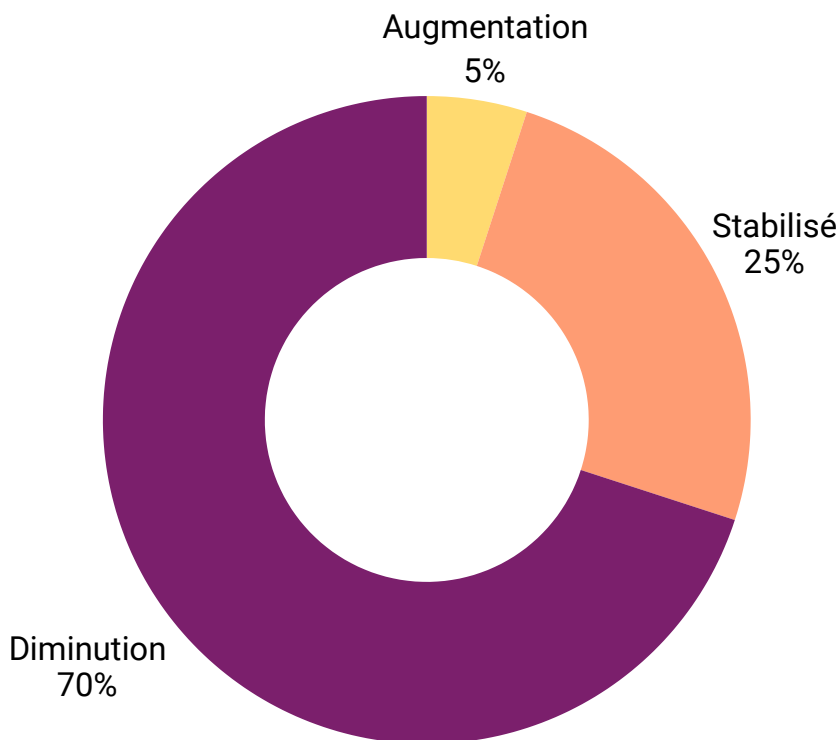
**70% EXPRIMENT
UNE BAISSE DE
LEUR MARGE
NETTE**

SITUATION FINANCIÈRE

Trésorerie

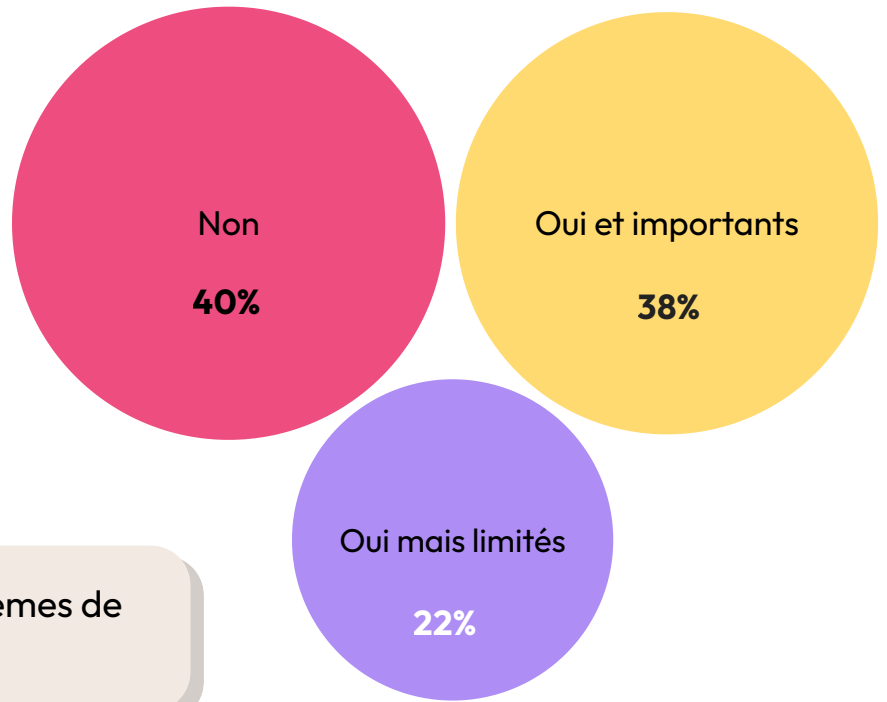
Comment qualifieriez-vous l'évolution de votre trésorerie ?

Au premier trimestre 2026 par rapport au T4 2025 :



**70% CONSTATENT
UNE DIMINUTION DE
LEUR NIVEAU DE
TRÉSORERIE**

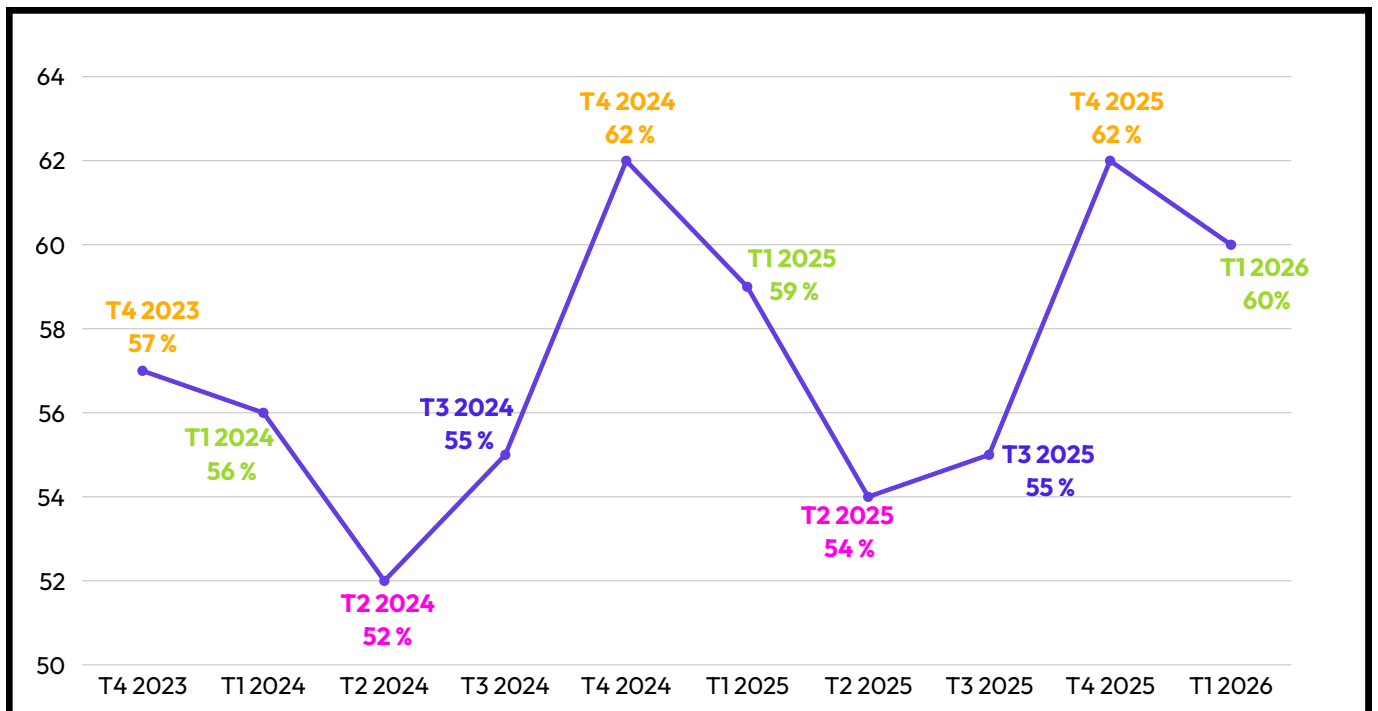
Faites-vous actuellement face à des problèmes de trésorerie ?



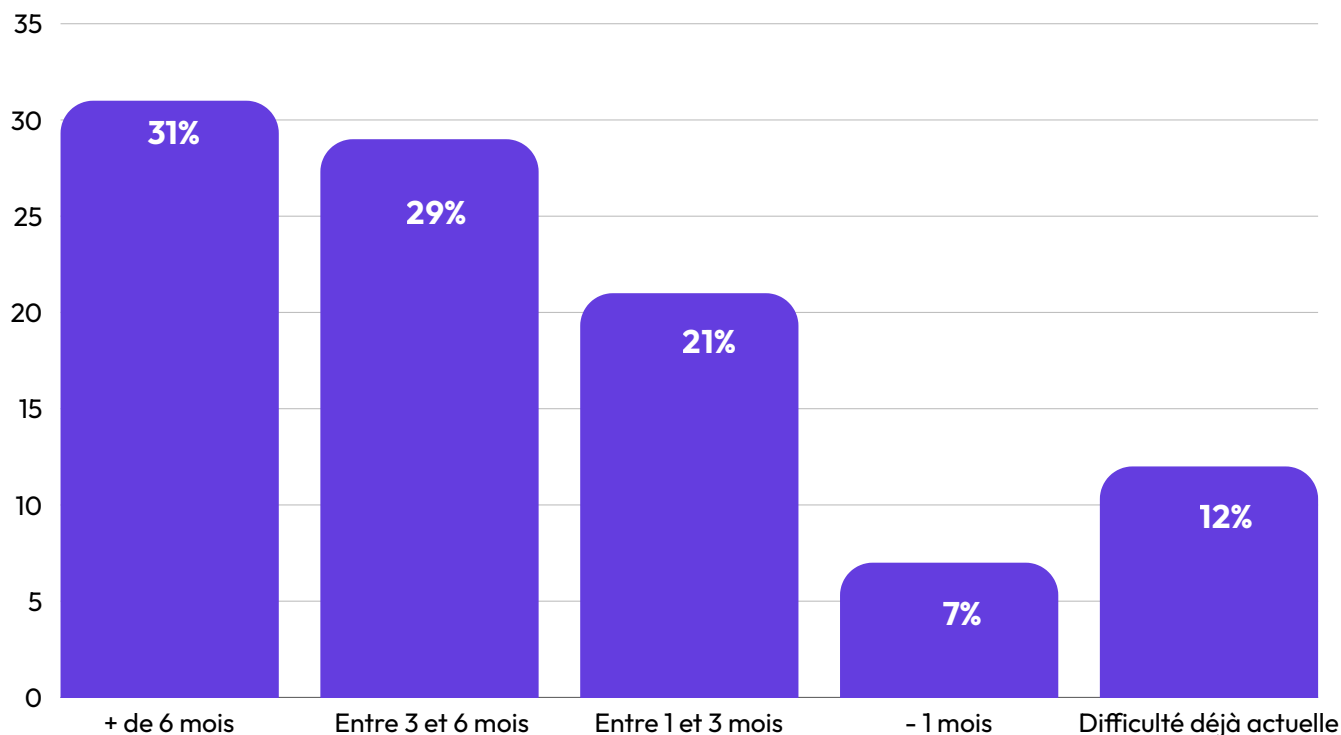
60% font face à des problèmes de trésorerie.



Evolution des problèmes de trésorerie

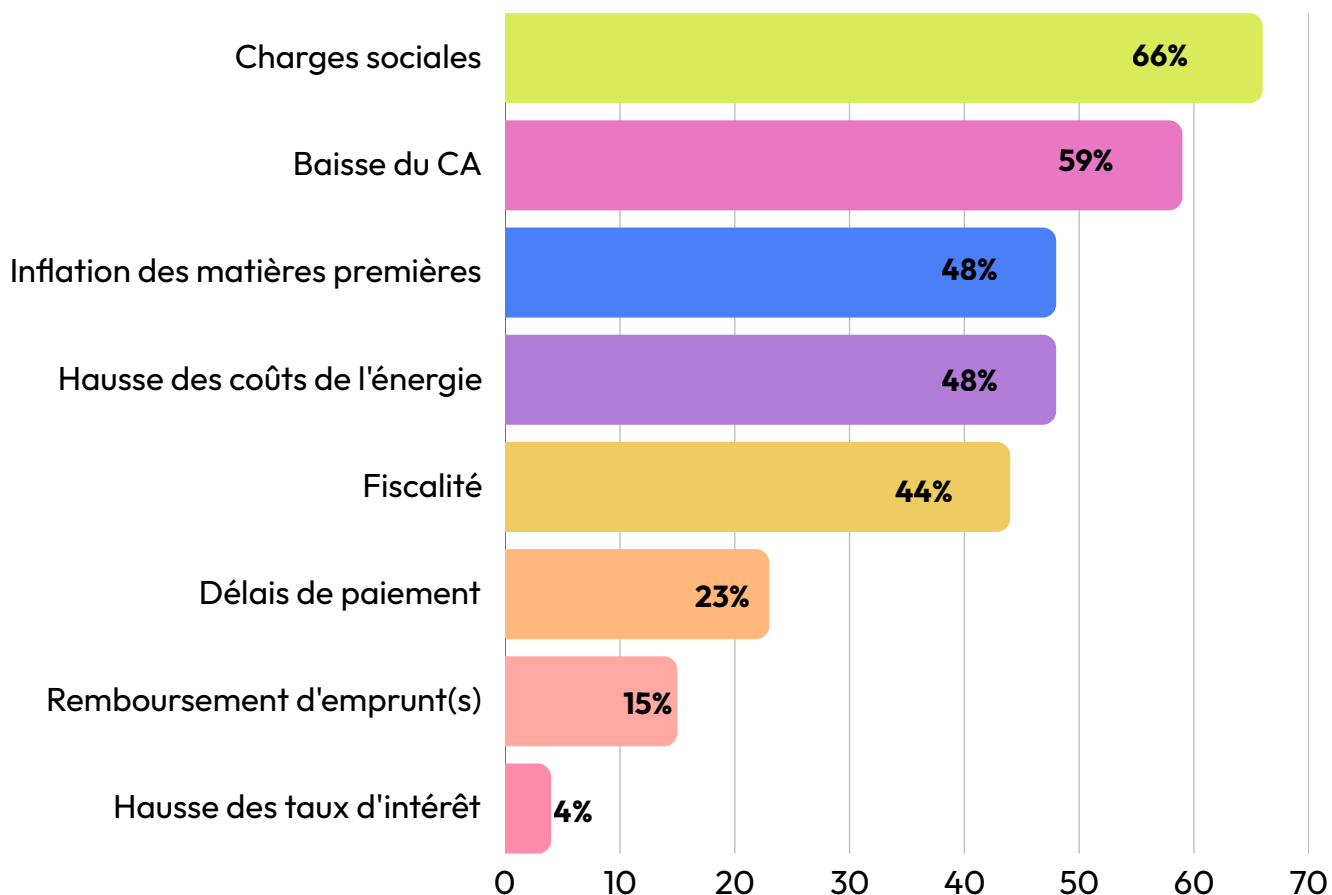


Si votre activité restait identique, combien de temps votre trésorerie vous permettrait-elle de faire face à vos charges ?



Quels sont aujourd'hui les éléments qui impactent le plus votre trésorerie ?

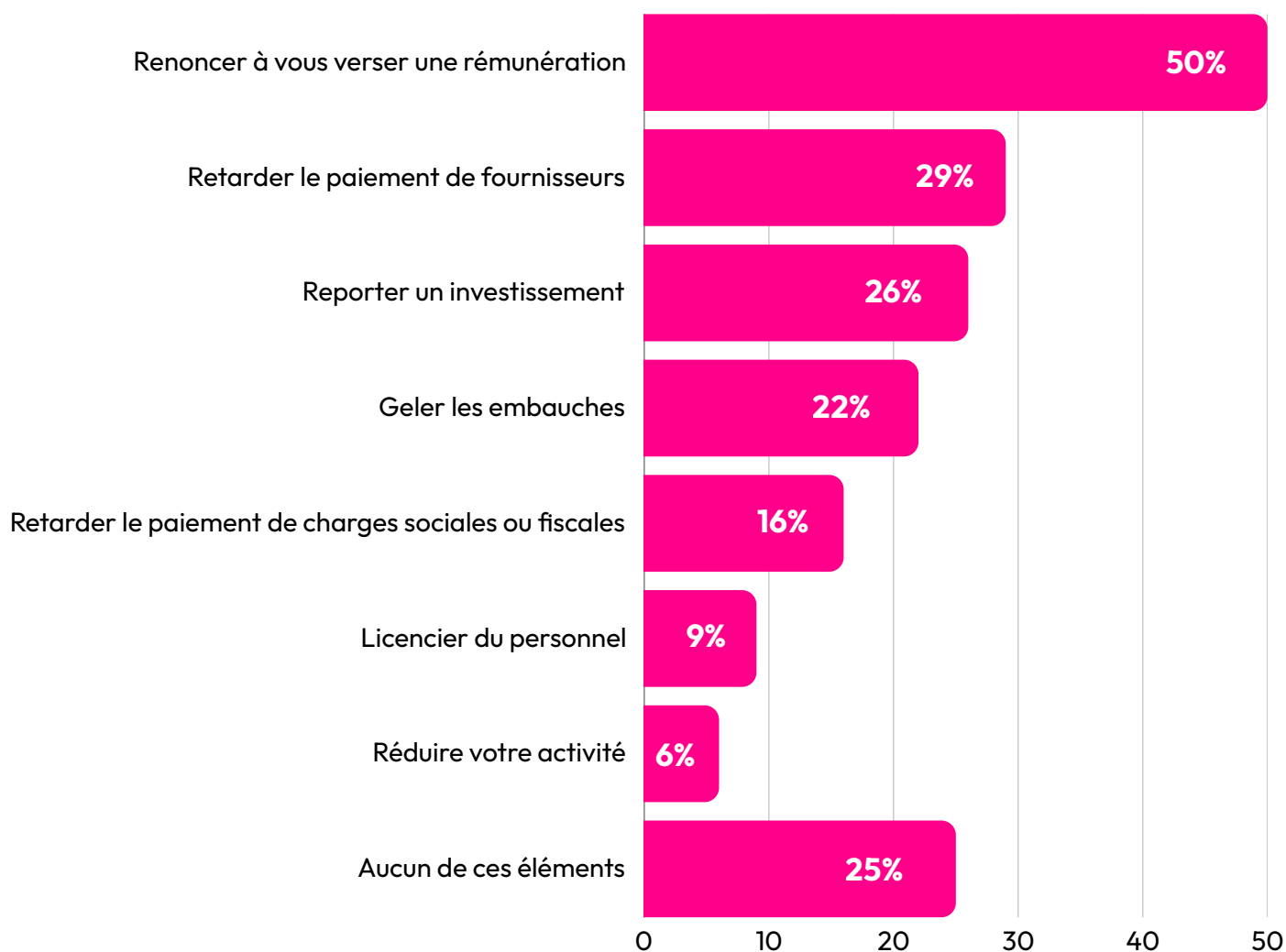
(Plusieurs réponses possibles)



CONJONCTURE & PERSPECTIVE

Conjoncture

Au cours des derniers mois, avez-vous été contraint(e) de (plusieurs réponses possibles) :

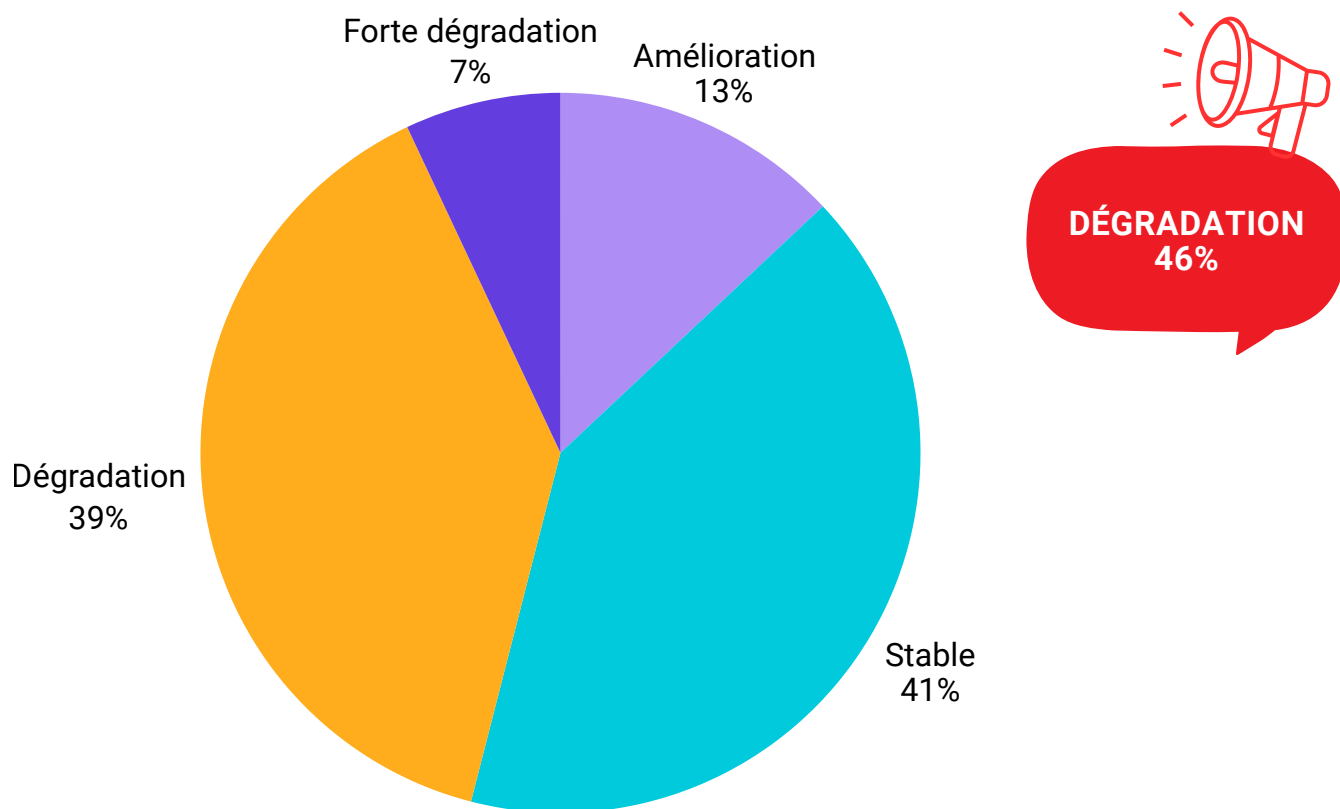


La majorité de nos répondants sont contraints de renoncer à se verser une rémunération.

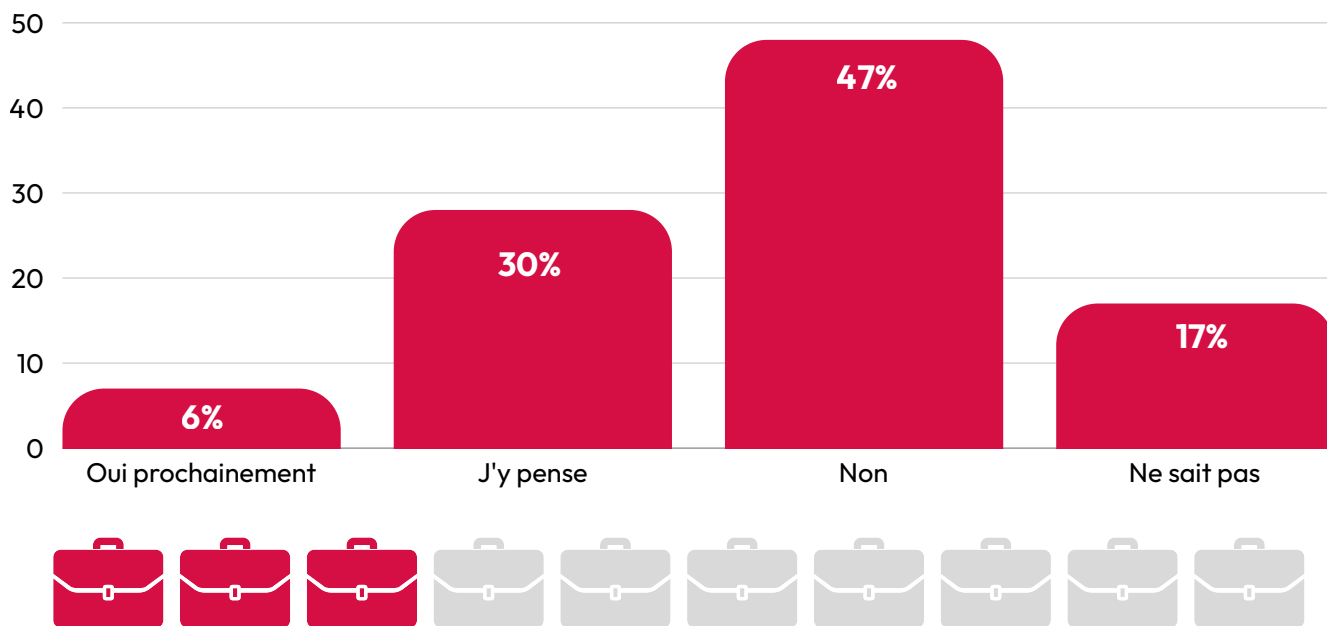
CONJONCTURE & PERSPECTIVE

Perspective

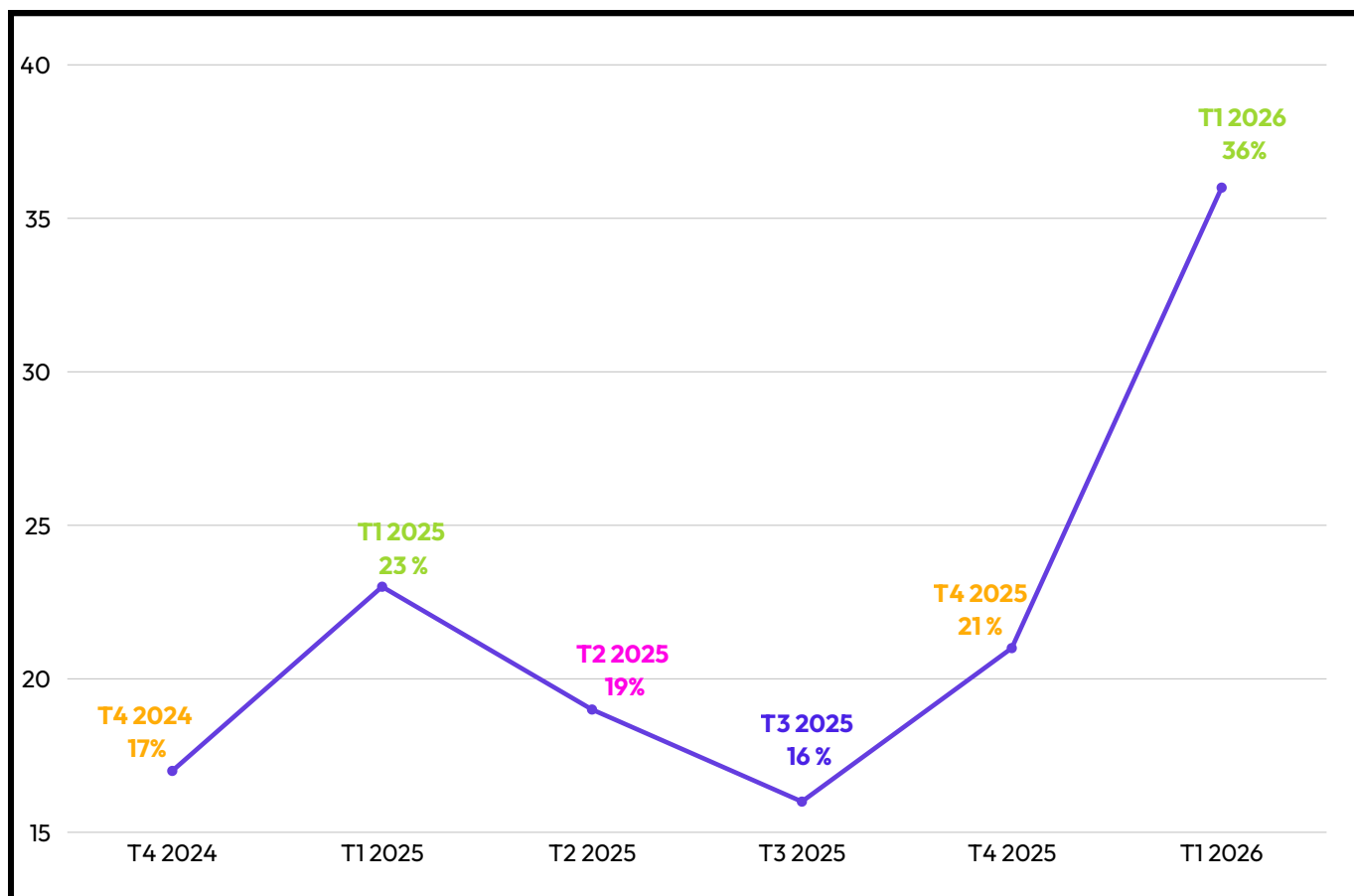
Comment anticipez-vous l'évolution de votre activité au T2 2026 ?



Envisagez-vous une cessation d'activité au vu de la situation actuelle de votre activité ?

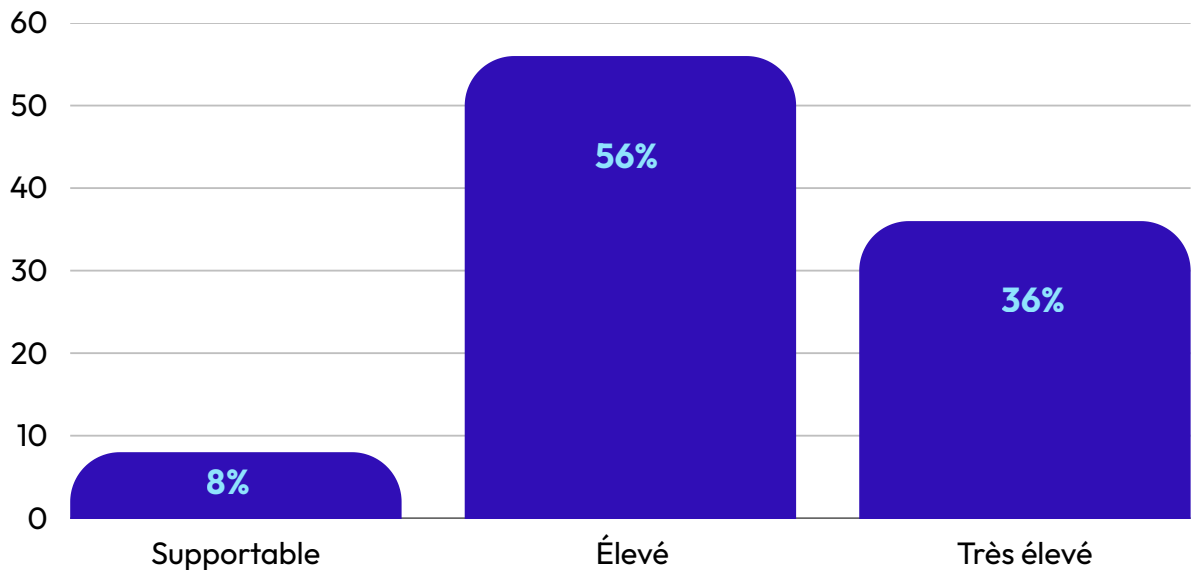


Evolution du taux de volonté de cessation d'activité

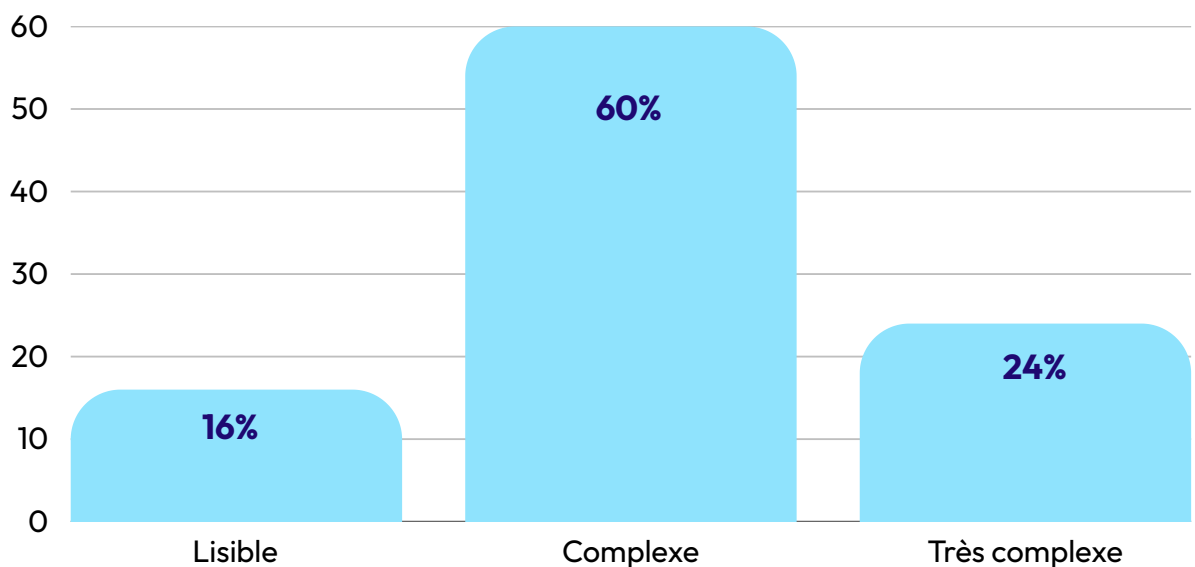


FISCALITÉ

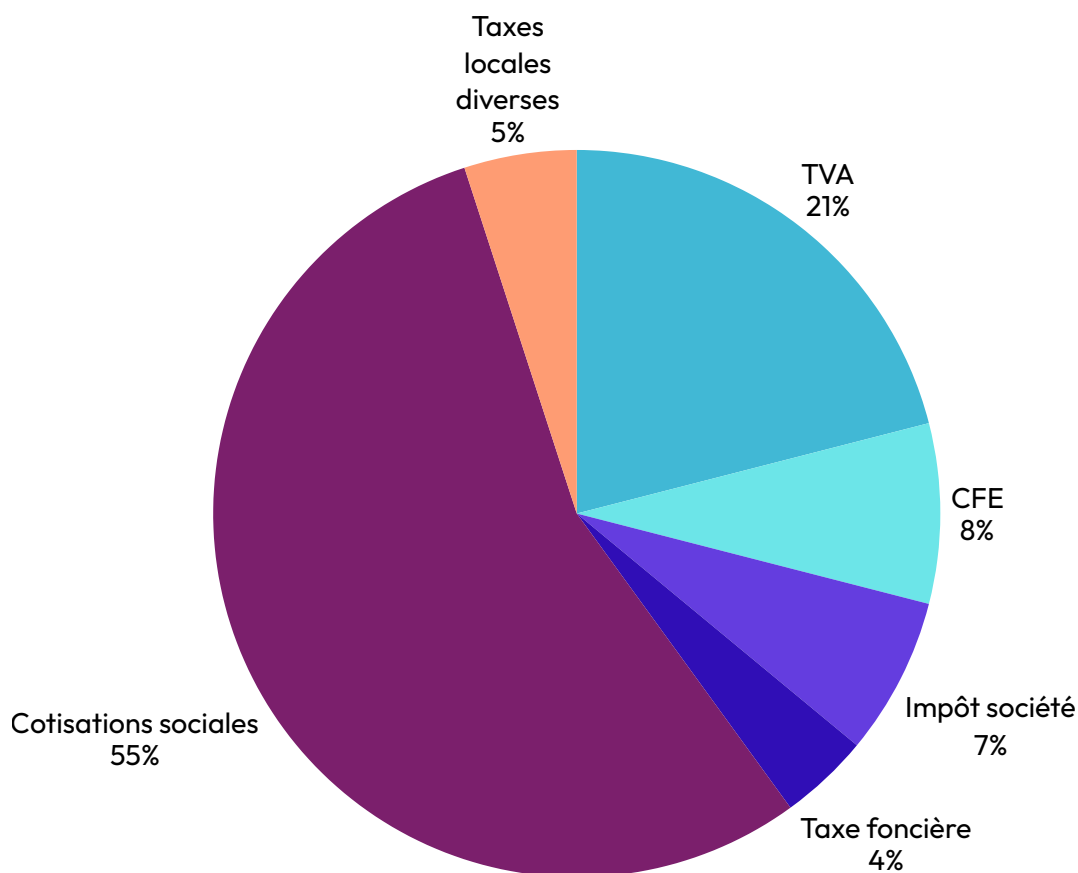
Considérez-vous que le niveau global de la fiscalité pesant sur votre entreprise :



Diriez-vous que le système fiscal applicable à votre entreprise est :



Quel dispositif affecte le plus la survie ou le développement votre activité ?



Témoignages

“ C'est la somme, l'accumulation des différents impôts et taxes à tous niveaux qui est pénalisante. D'autant plus que ça ne s'arrête jamais... ”

“ URSSAF ”

“ Le cumul de toutes ces taxes ne permet ni embauche, ni salaire décent, ni remboursement de compte courant d'associé, ni investissement. ”

FINANCEMENT

Accès au crédit

Sur les 6 derniers mois, avez-vous sollicité un crédit bancaire ?

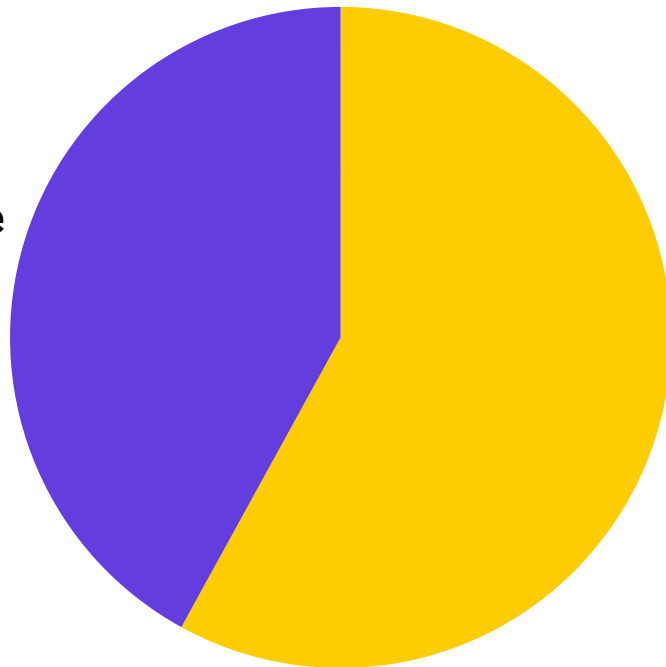


La demande de crédits se maintient :

- T4 2025 : 25%
- T1 2026 : 25%



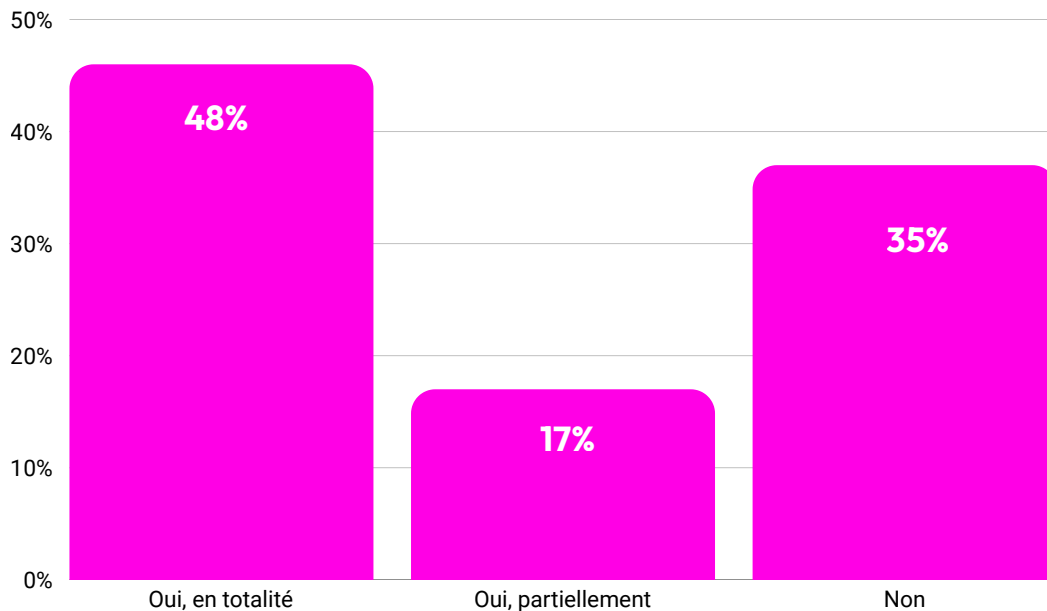
Crédit de trésorerie
42%



Crédit d'investissement
58%

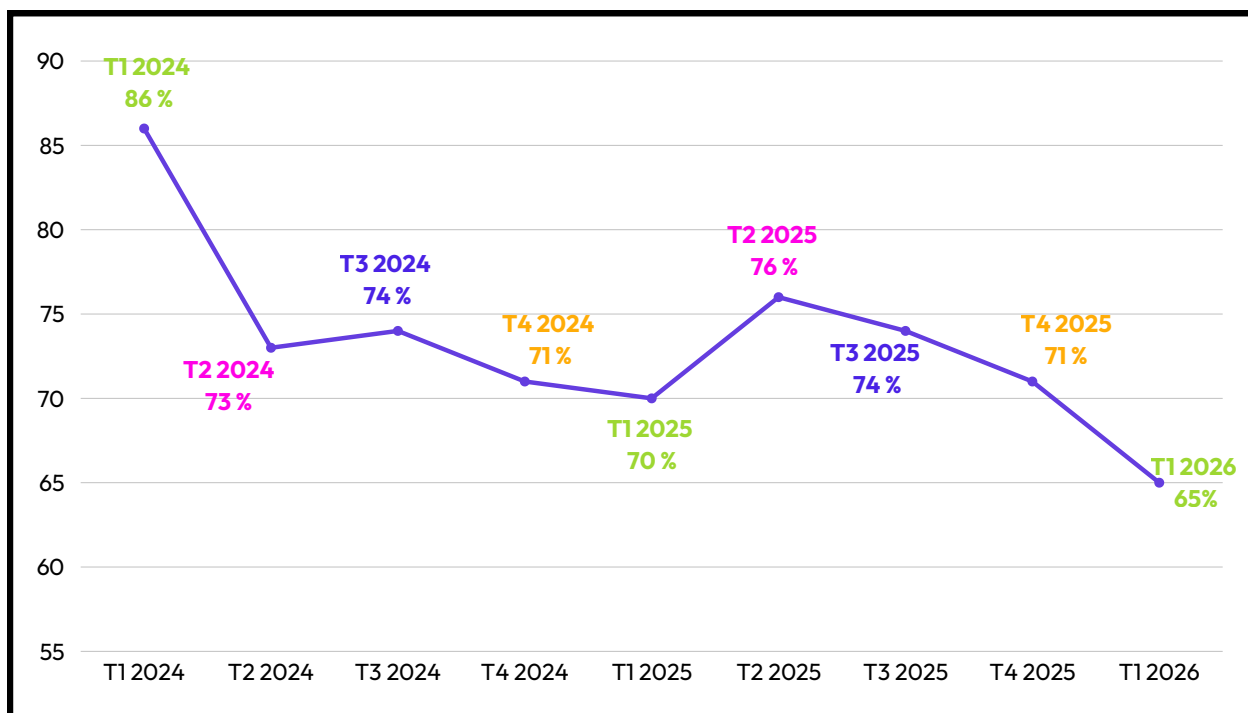
Le crédit de trésorerie :

Cette demande a-t-elle été acceptée ?



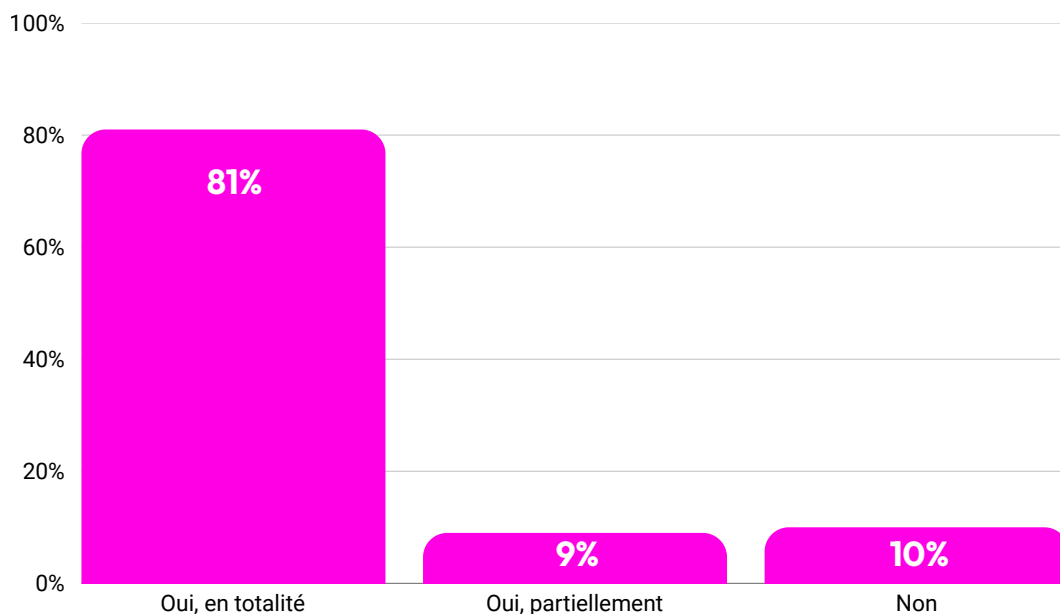
Evolution du taux d'acceptation

Crédit de trésorerie



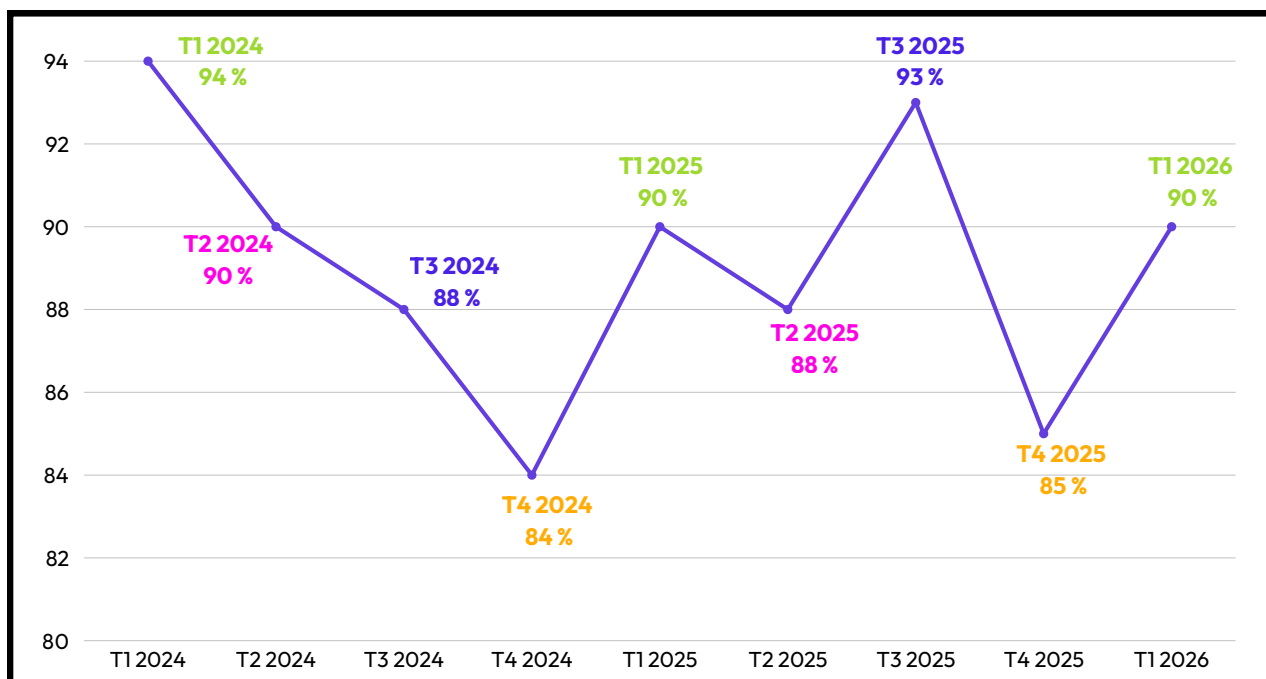
Le crédit d'investissement :

Cette demande a-t-elle été acceptée ?

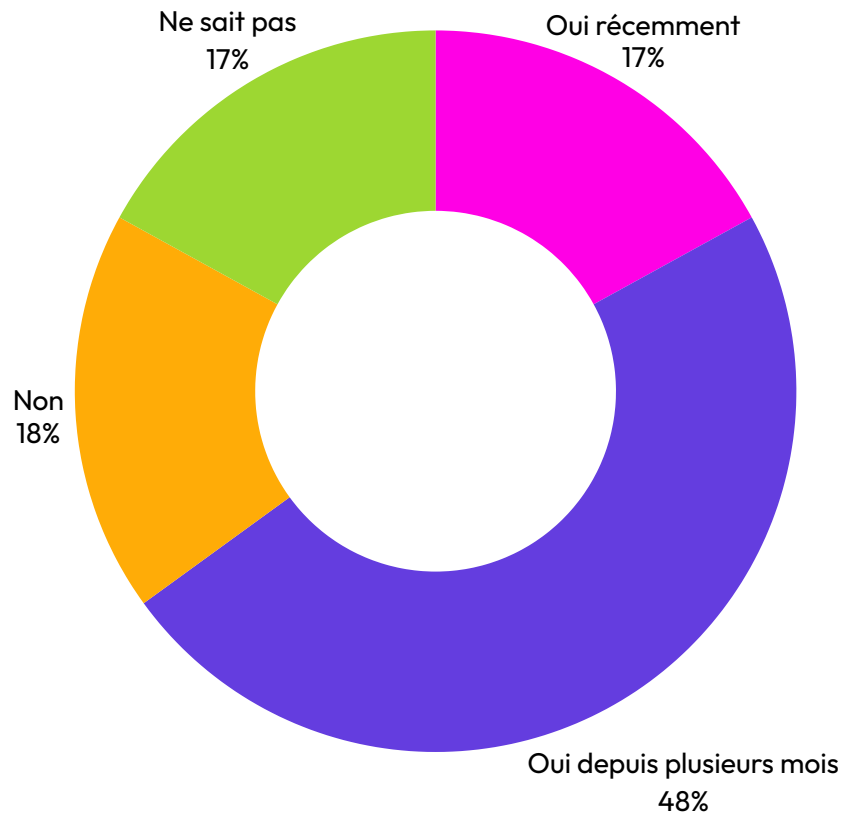


Evolution du taux d'acceptation

Crédit d'investissement



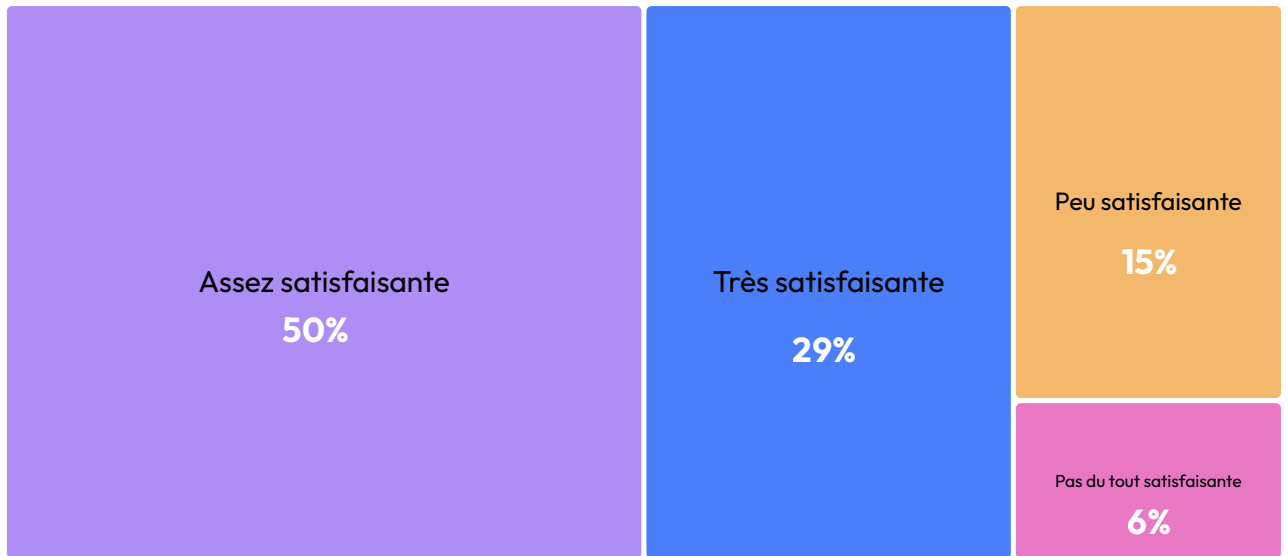
Estimez-vous que les conditions de crédit se sont durcies ?



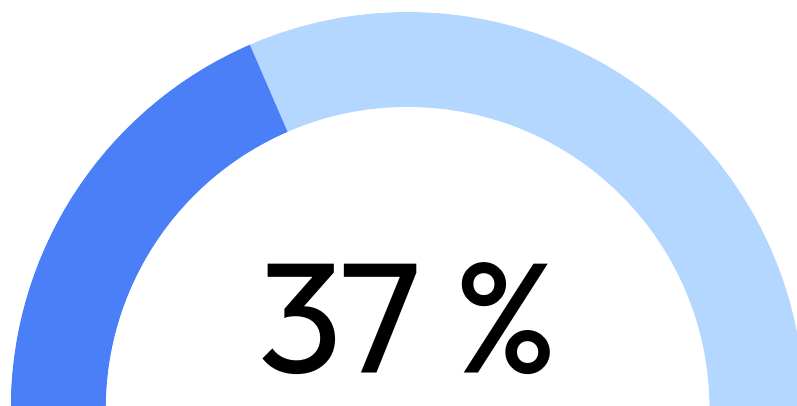
65% ressentent un durcissement des règles pour la contraction d'un crédit

ÉTAT DES RELATIONS BANCAIRES

Globalement, comment évaluez-vous la qualité de vos relations avec votre banque principale ?



Subissez-vous actuellement des frais liés à vos difficultés de trésorerie (commissions d'intervention, frais de rejets de chèques et/ou prélèvements, ...)?



expriment subir des frais liés à leurs difficultés de trésorerie

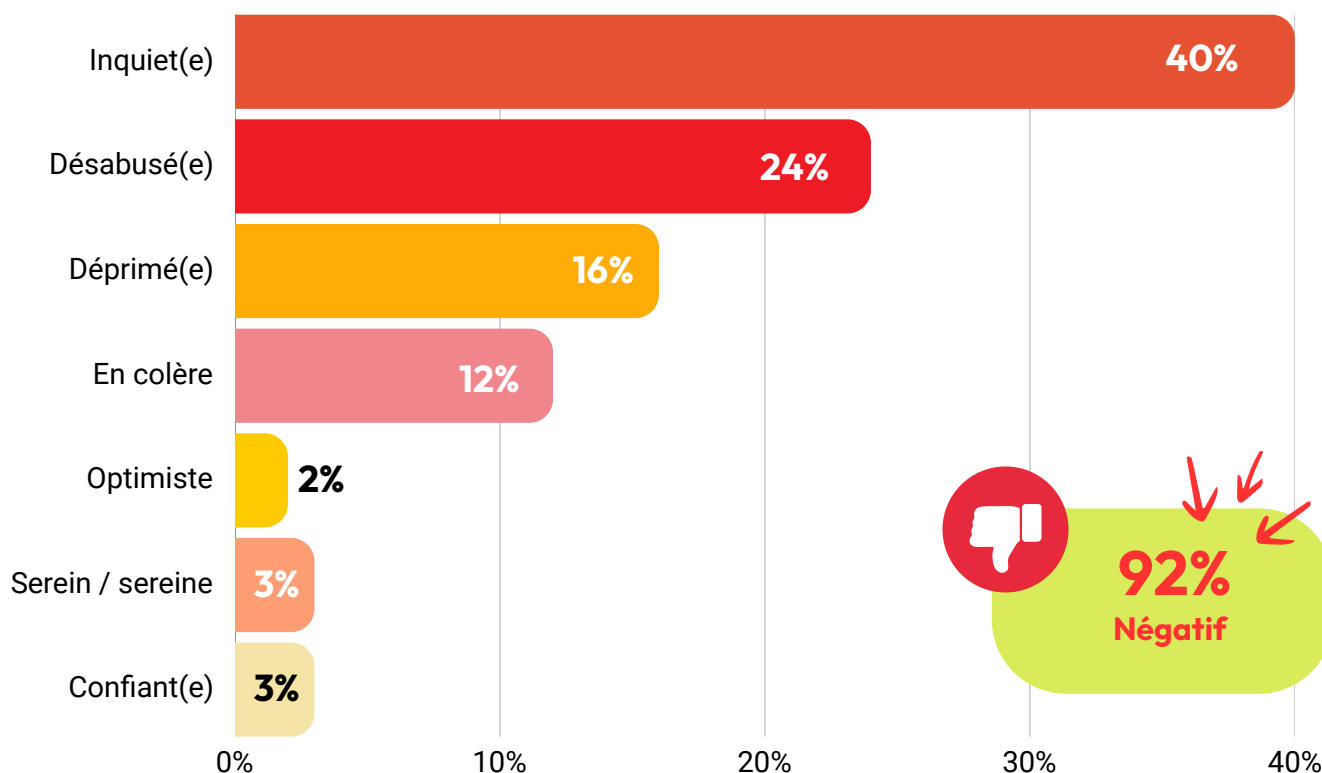
Témoignages

“ Nous sommes étouffés par les frais bancaires quand notre compte bancaire est débiteur ! Sans soutien ni aide possible. ”

“ Nous avons des facilités de trésorerie qui nous ont été supprimées et désormais nous ne payons que des frais bancaires très élevés. ”

SANTÉ DES DIRIGEANT(E)S

Quel est votre état d'esprit actuel en tant que chef d'entreprise ?

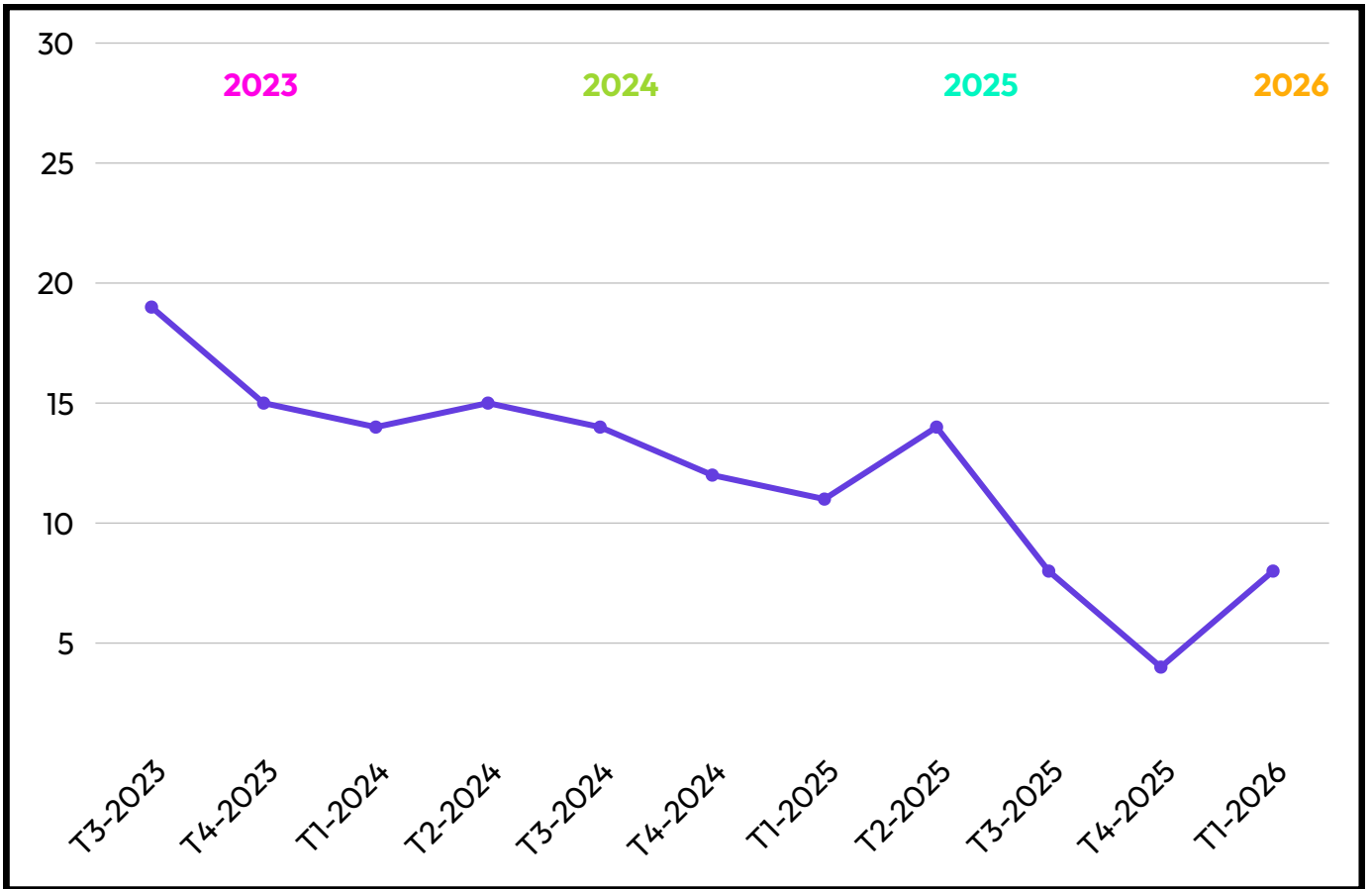


Un état d'esprit très négatif

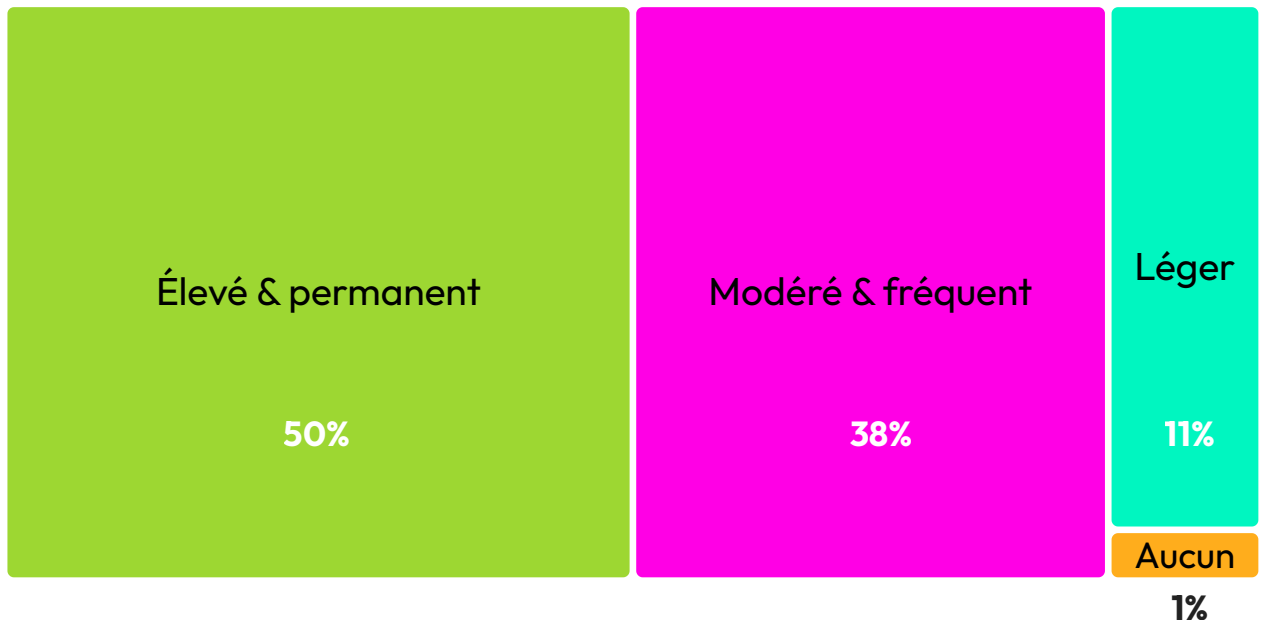
suivant l'évolution de la conjoncture économique & politique

- État général : 92% des répondants expriment un état d'esprit négatif, contre seulement 8% qui sont positifs.
- Augmentation du taux de personnes inquiètes :
 - **24% au T4 2025** → **40% au T1 2026** ; soit une hausse de 16 points.

Évolution des chefs d'entreprise en situation d'état d'esprit positif, au cours des trois dernières années :



Comment qualifiez-vous votre niveau de stress à ce jour ?



Sur une échelle de 1 à 10, vous sentez-vous isolé(e) dans la gestion de votre entreprise ?

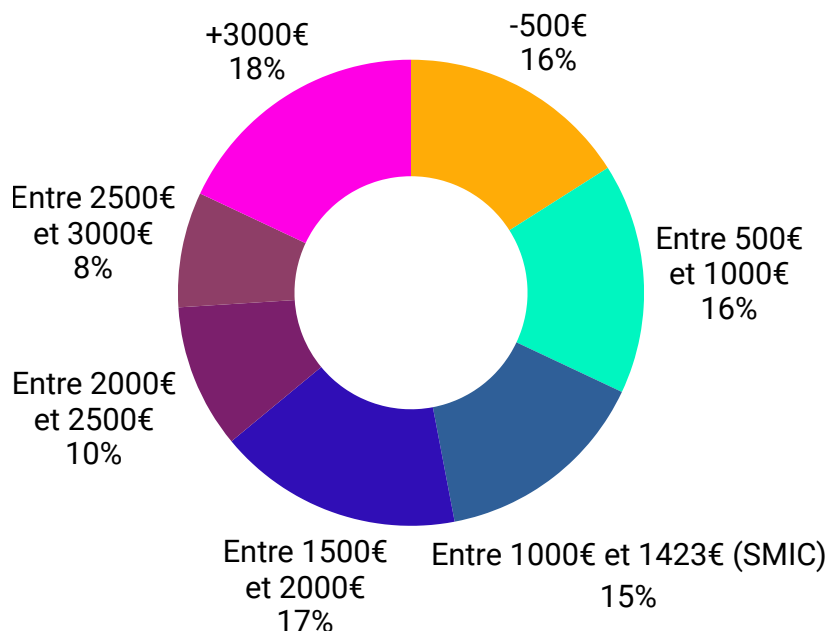
(10 étant très isolé(e))



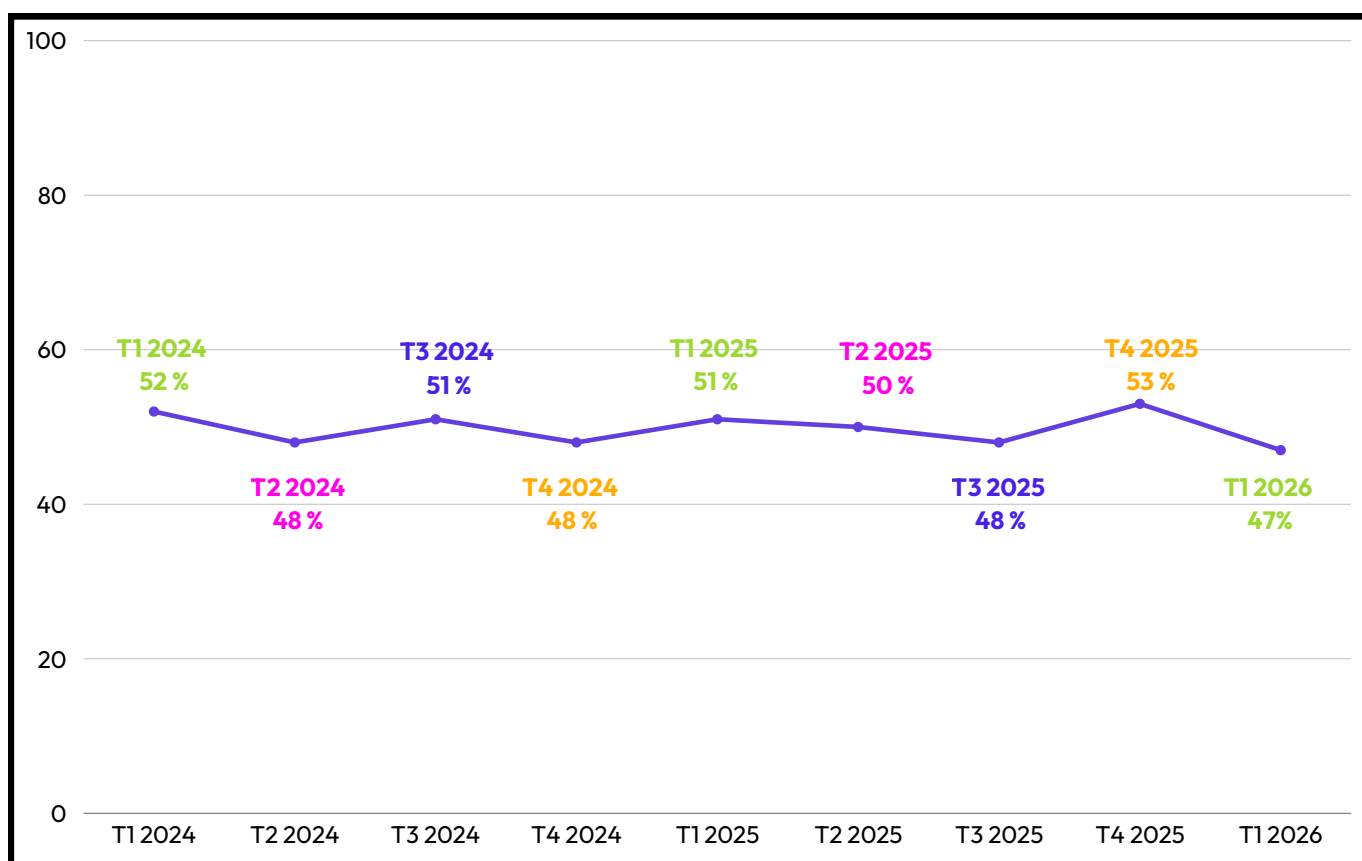
Avec une moyenne de 7 sur 10, on observe un sentiment d'isolement élevé chez les dirigeants de TPE.

REVENUS DES DIRIGEANT(E)

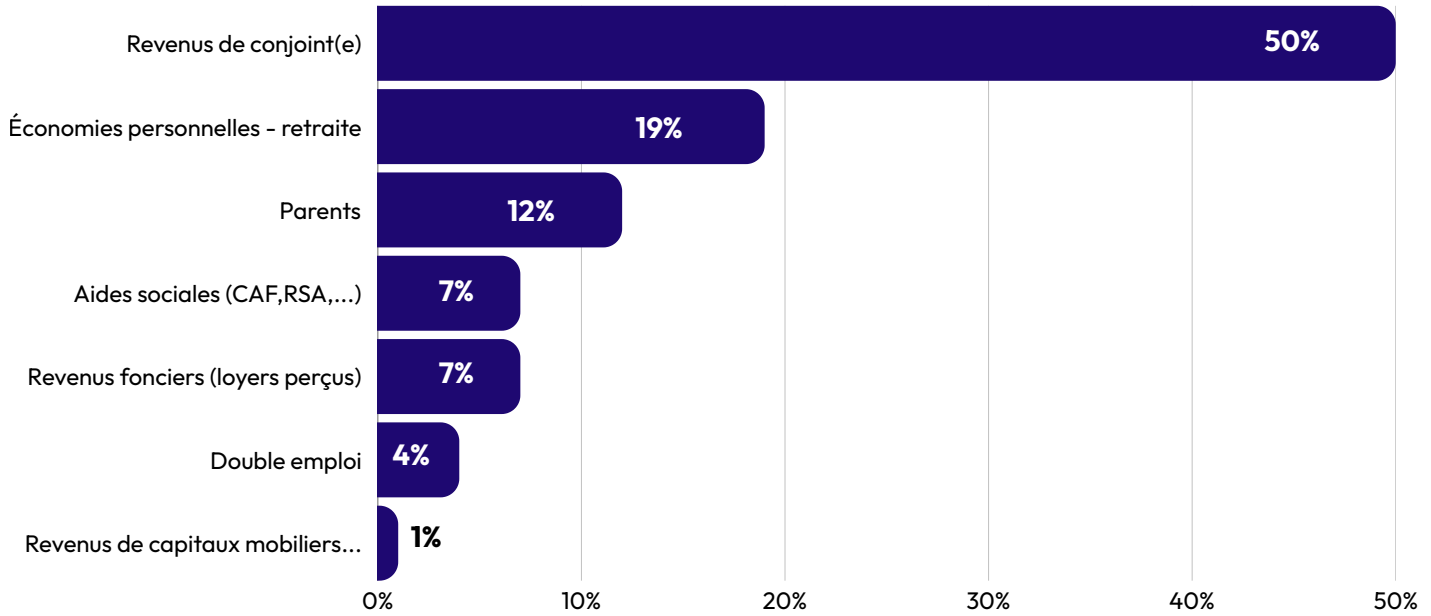
Quel est le montant de vos revenus personnels au T1 2026 ?



Taux de dirigeants dont la rémunération est inférieure au SMIC



Quels sont vos autres moyens de subsistance (pour ceux qui gagnent moins d'un SMIC) ?

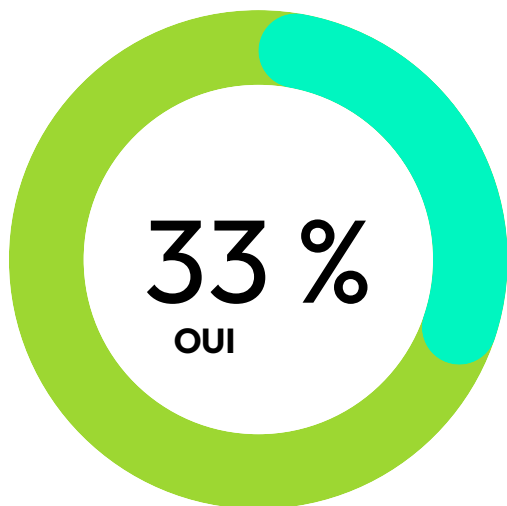


Constat:

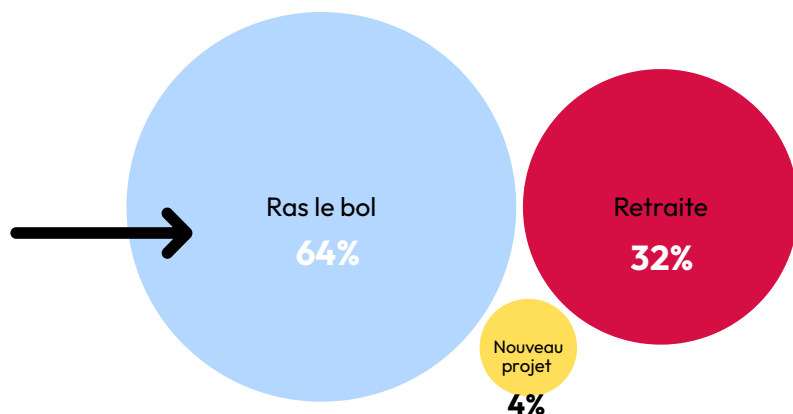
- **47%** se versent une rémunération en dessous du SMIC
- **50%** se reposent sur les revenus de leur conjoint(e) pour subvenir à leurs besoins ...

TRANSMISSION

Cherchez-vous actuellement à vendre votre entreprise ?



Pour quelle raison ?

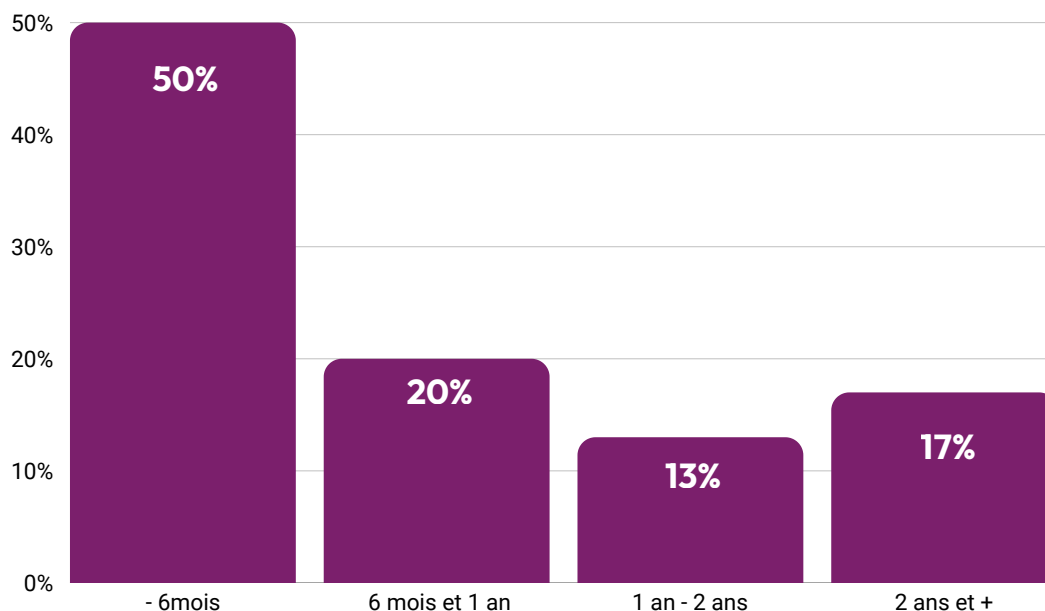


Témoignages

“ 4 ans que nous essayons de céder notre activité. ”

“ Nous avons l'impression d'être une vache à lait et nous sommes dans l'impossibilité de réaliser des investissements et d'être concurrentiels par rapport à nos voisins européens. ”

Depuis combien de temps cherchez-vous à vendre ?



TRANSMISSION

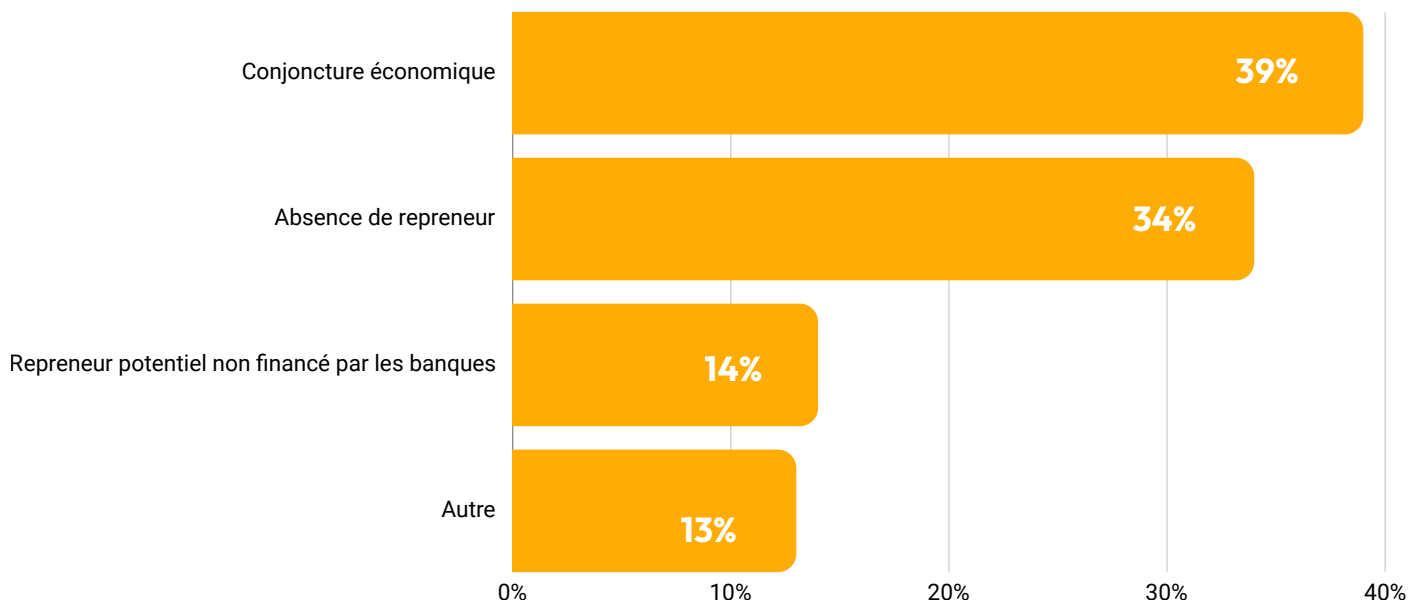
Vente de son activité

Rencontrez-vous des difficultés dans le cadre de ce projet de vente ?



33% rencontrent des difficultés à vendre leur activité

Si vous rencontrez des difficultés dans le cadre de ce projet, quelle en est la raison ?



Recommanderiez-vous à un proche de créer ou reprendre une entreprise aujourd'hui ?

“
Au vu de la conjoncture actuelle très inquiétante, pas dans l'immédiat.
”

20% seulement
recommanderaient à un
proche de se lancer dans
l'entrepreneuriat.

“
Tout dépend du domaine et autres paramètres.
”

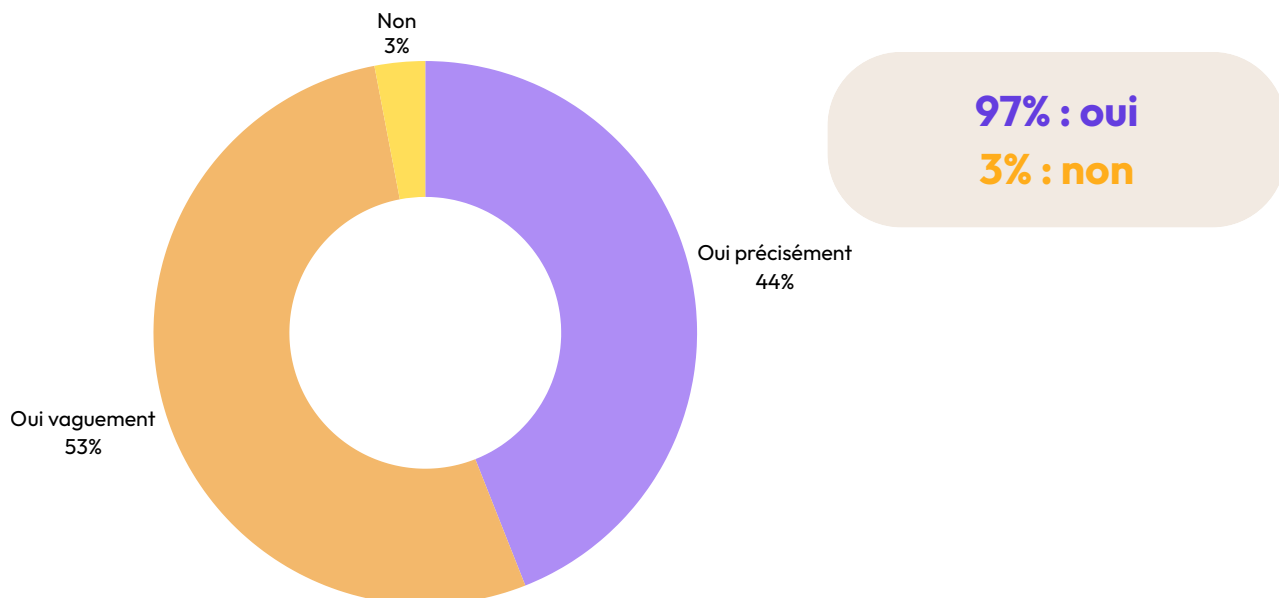
“
Oui, à l'étranger.
”

“
Non, si le but principal est de gagner en liberté financière et en liberté de charge mentale. On plaisante entre nous "Si on voulait de la thune, on serait pas devenus chef d'entreprise". La plaisanterie fait rire jaune...
”

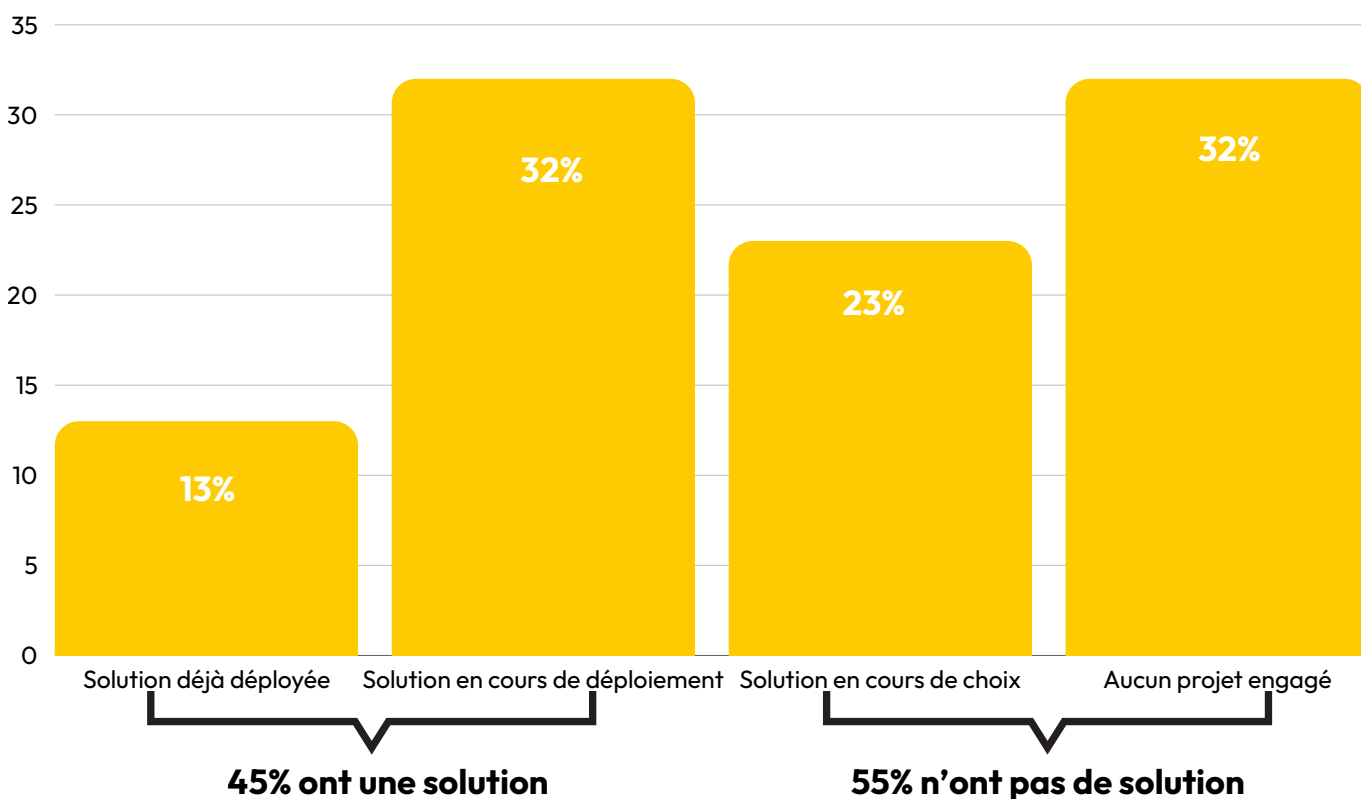
FACTURATION ÉLECTRONIQUE

Focus administratif

Êtes-vous informé(e) de l'obligation de facturation électronique qui entrera en vigueur le 1er septembre 2026 ?

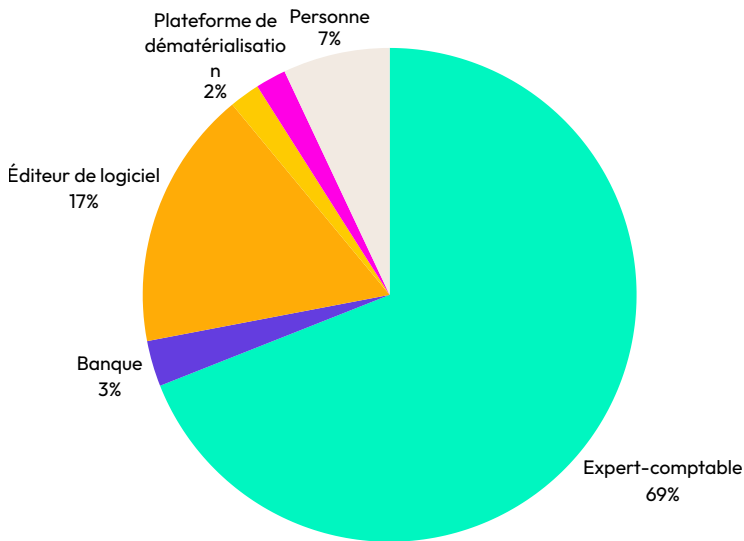


A quel stade se situe votre entreprise dans la mise en place de la facturation électronique ?



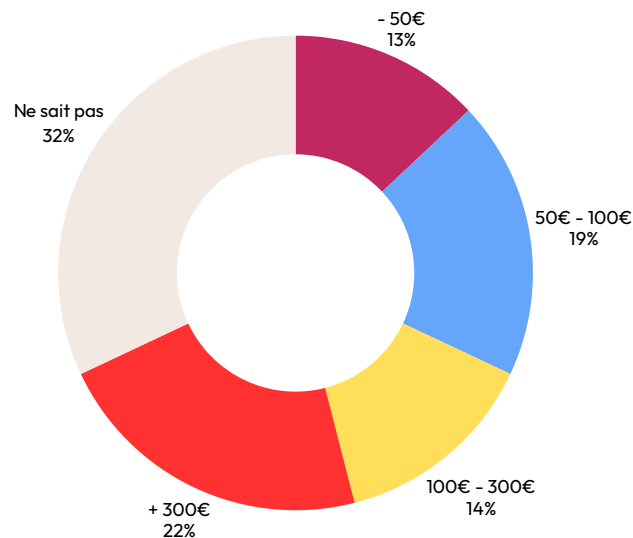
Qui vous accompagne dans ce projet ?

(autre que "Aucun projet engagé")

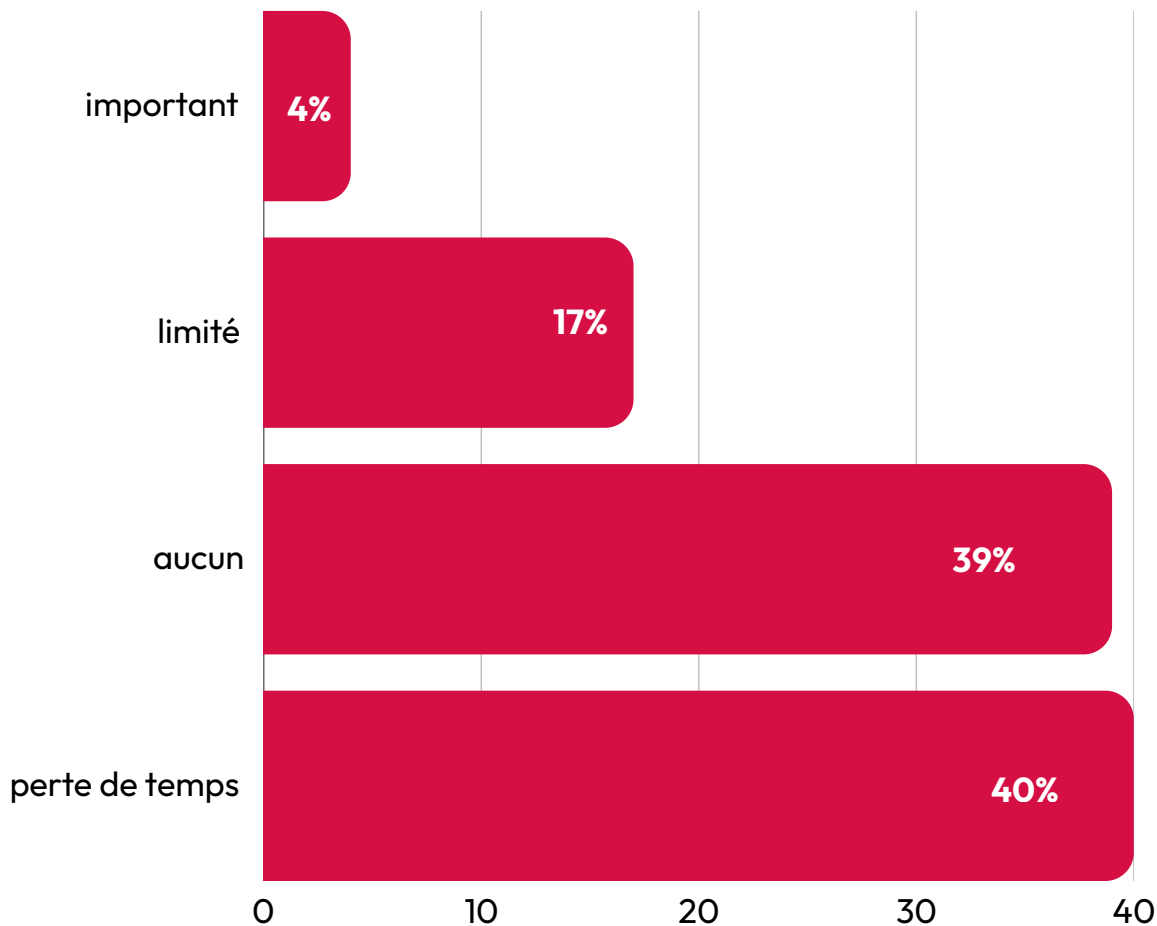


Quel sera le coût mensuel de mise en conformité à cette mesure ?

(pour ceux qui ont une solution déployée ou en cours de déploiement)



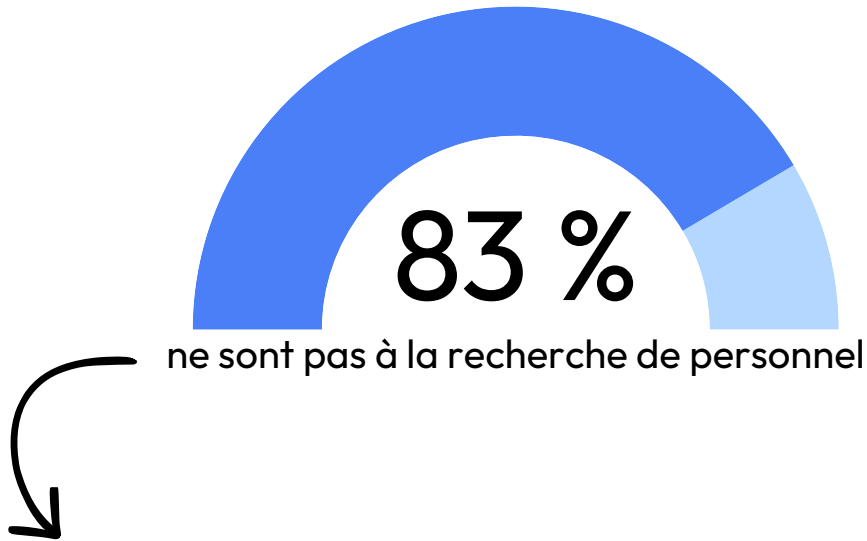
Pensez-vous que la facturation électronique permettra un gain de temps :



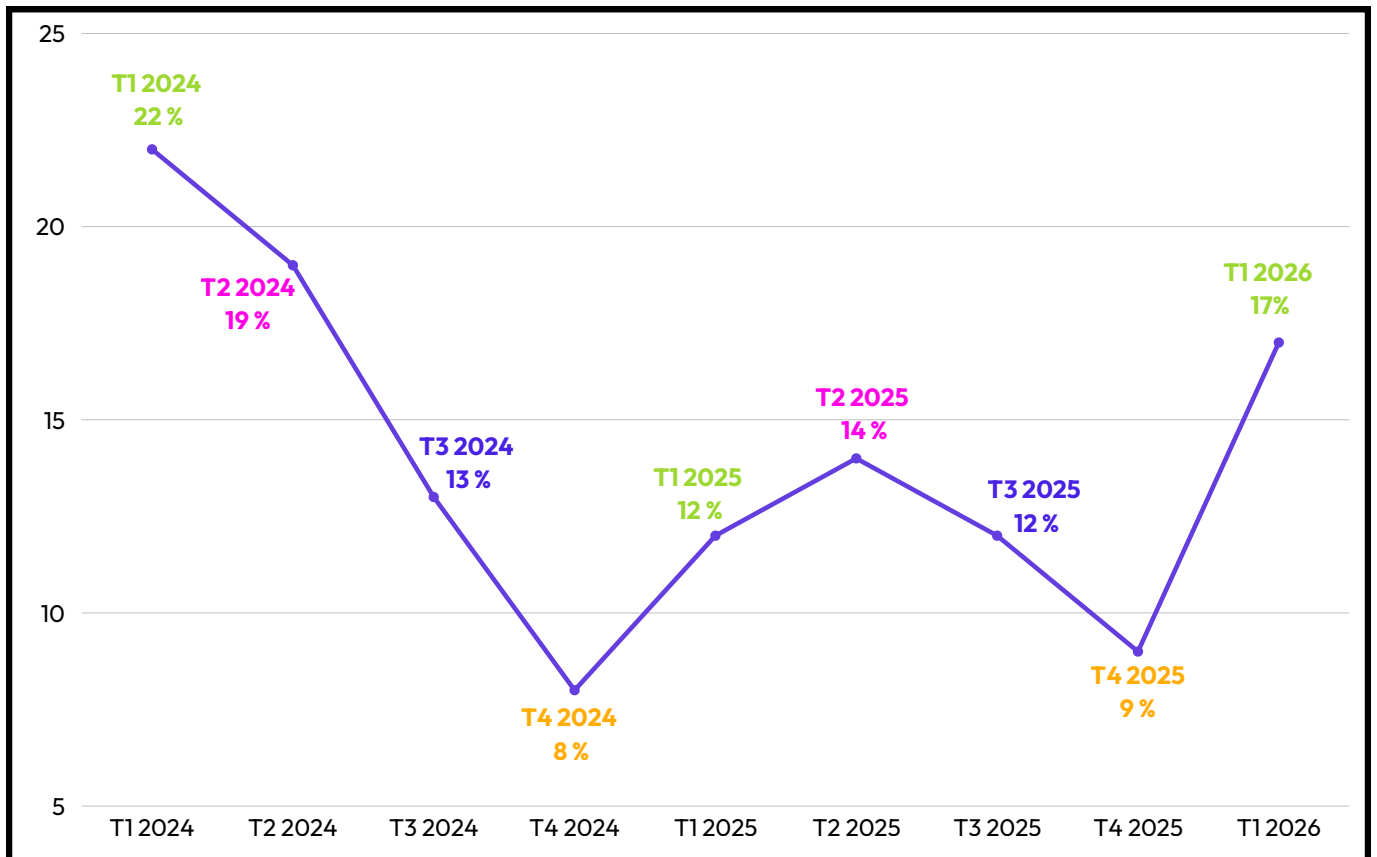
EMPLOI

Recrutement

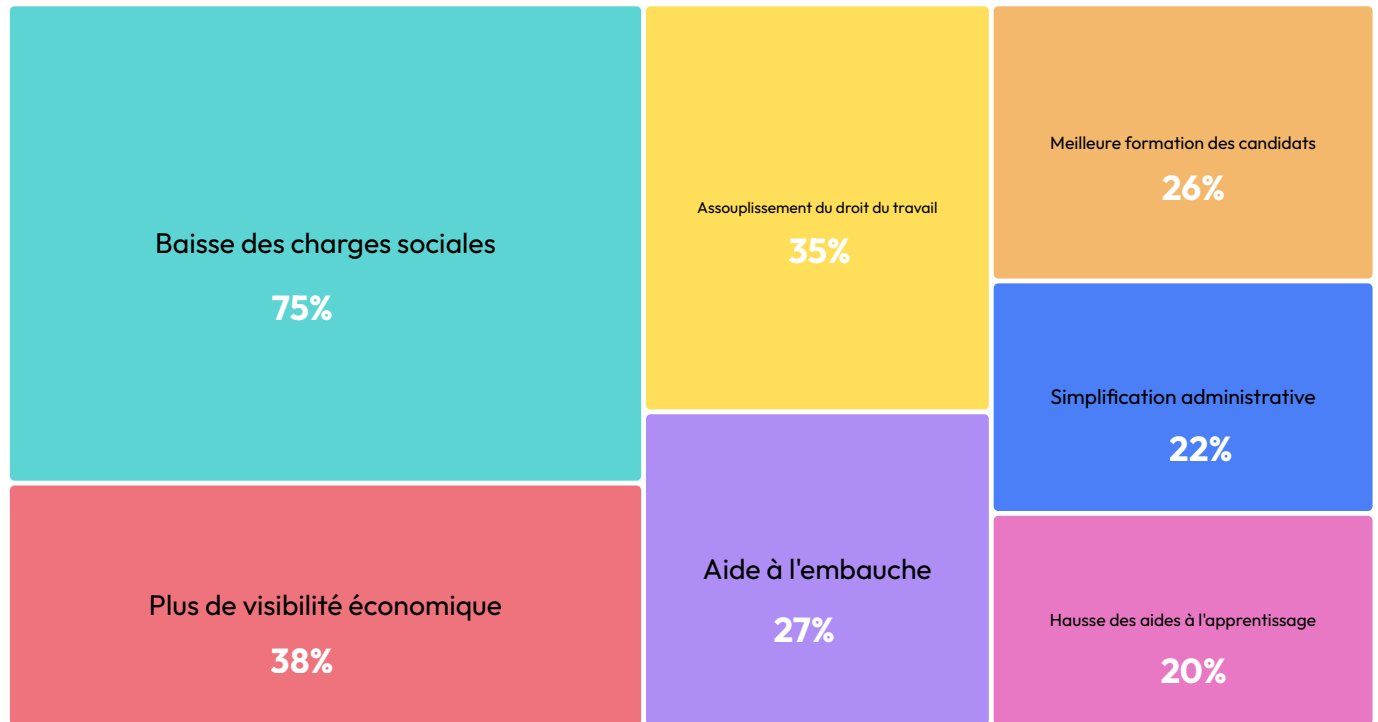
Êtes-vous actuellement à la recherche de personnel ?



Evolution du taux de recherche de personnel



Quelle(s) mesure(s) faciliterai(en)t le plus l'embauche dans votre entreprise ?

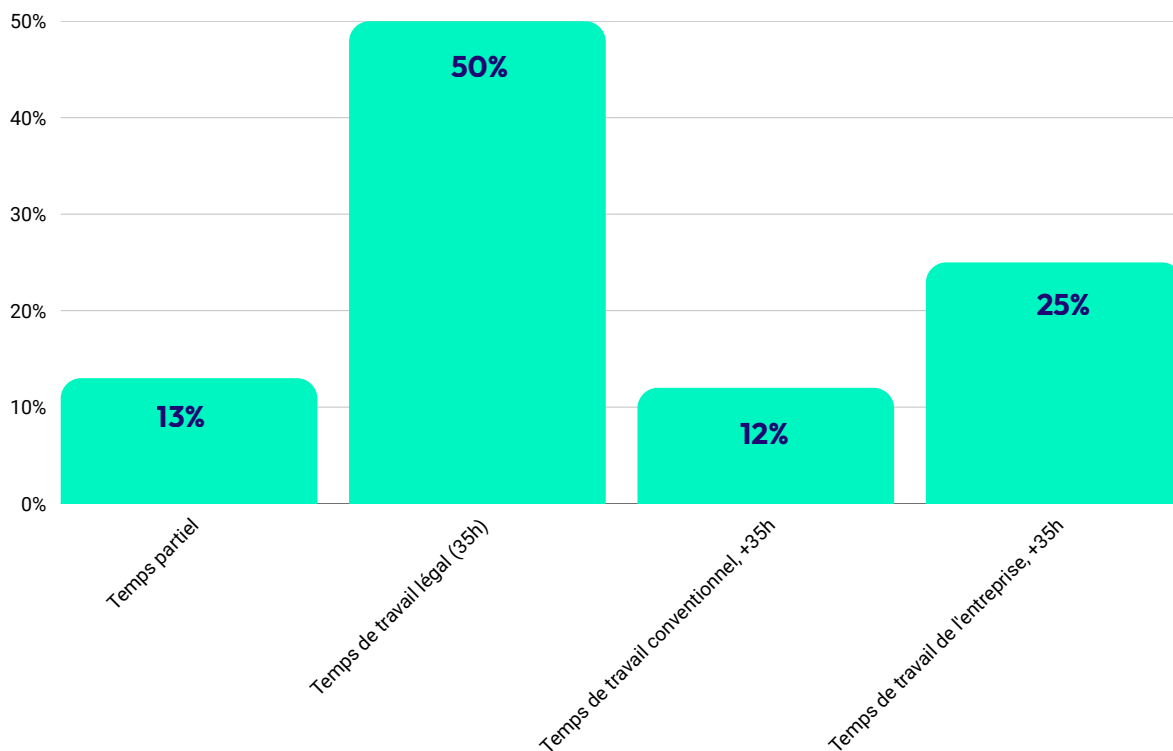


Aides à l'embauche
Assouplissement droit du travail
Baisse des charges sociales
Meilleure formation des candidats
Simplification administrative
Visibilité économique
Hausse des aides à l'apprentissage

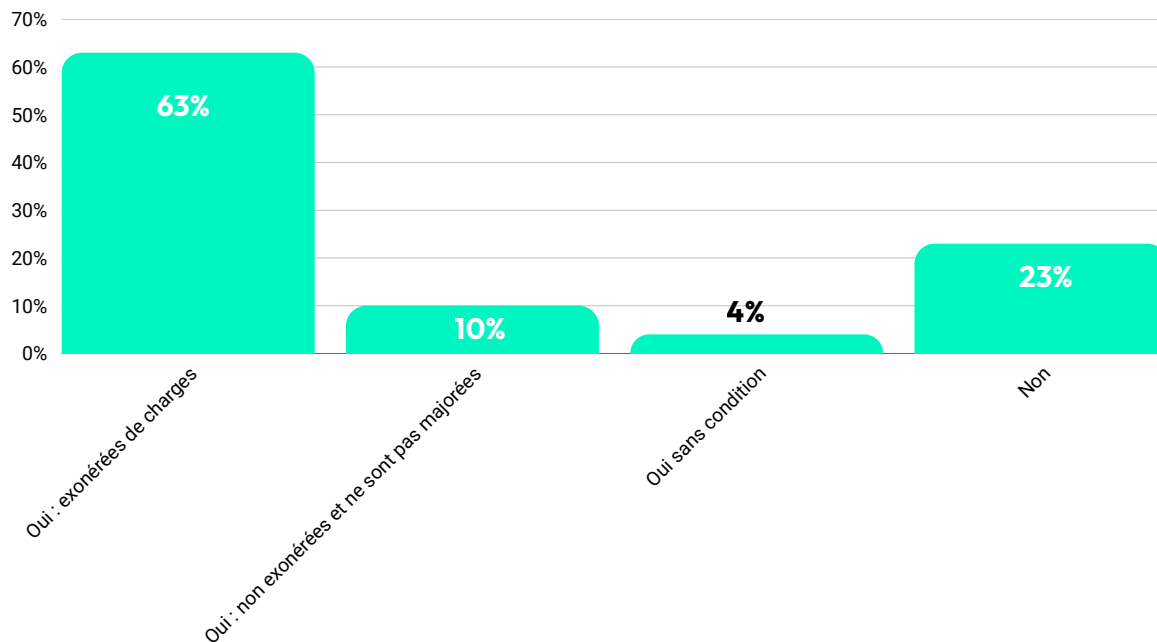
EMPLOI

Temps de travail

Pour les entreprises possédant des salariés, quel est le temps de travail annualisé appliqué au sein de l'entreprise ?

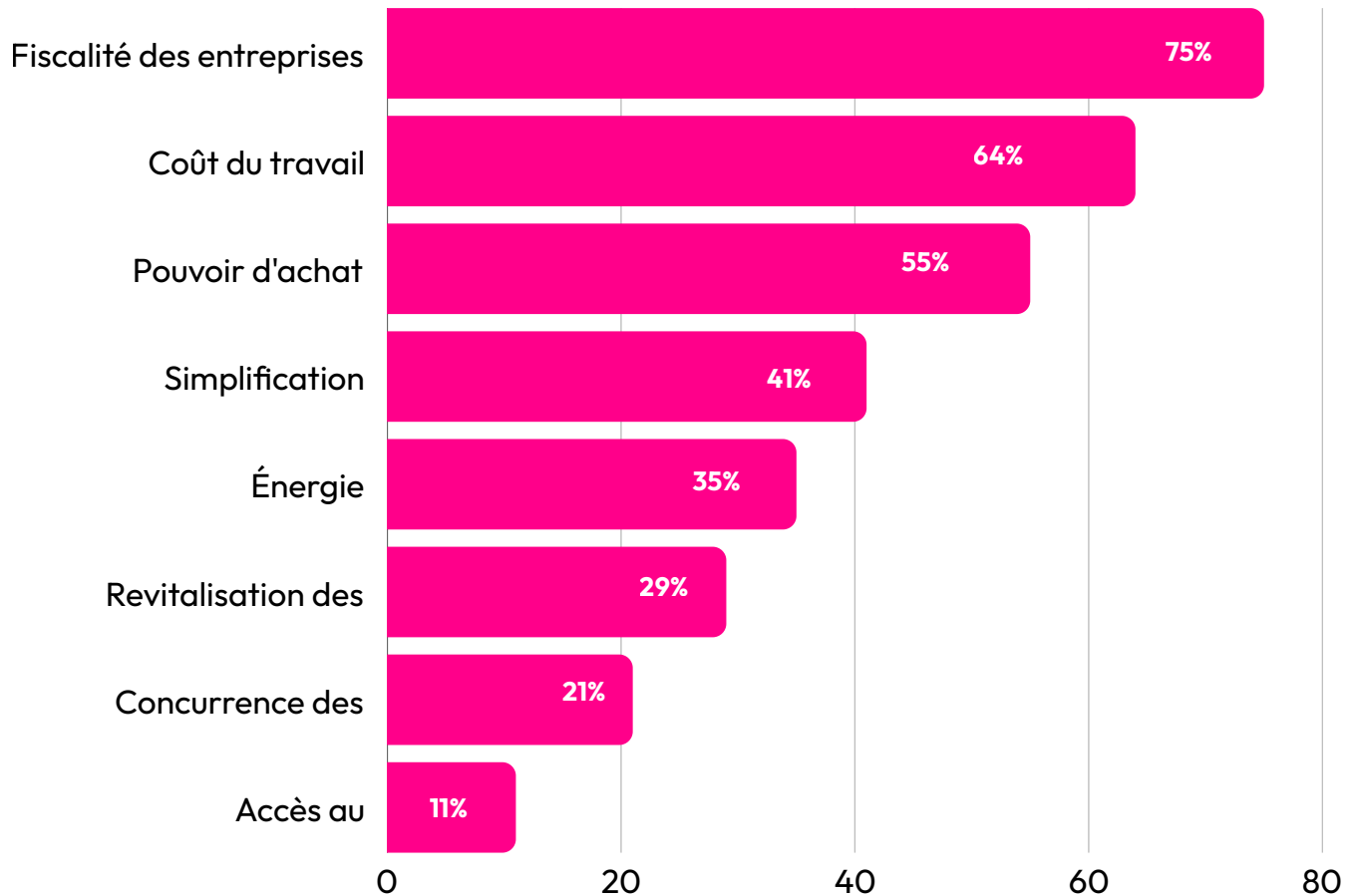


Pour votre entreprise, estimez-vous utile d'avoir la capacité de proposer à vos salariés des heures supplémentaires à celles définies ci-dessus ?



PRIORITÉS POUR LES PRÉSIDENTIELLES 2027

Parmi les thèmes suivants, quels doivent être les sujets prioritaires du prochain quinquennat pour les indépendants ?



Dans la perspective des présidentielles 2027, selon vous, quelle serait la priorité impérative pour soutenir les indépendants et les TPE ?

“ Réduire les charges pour redonner de l'oxygène, permettre de reconstruire des trésoreries fragilisées depuis le COVID, les diverses hausses d'énergies et coûts de matières premières. ”

“ Se soucier du commerce local - de proximité pour faire en sorte que les métiers de demain ne soit pas que préparateur de commandes et livreurs car tout arrive et se commande à l'étranger. ”

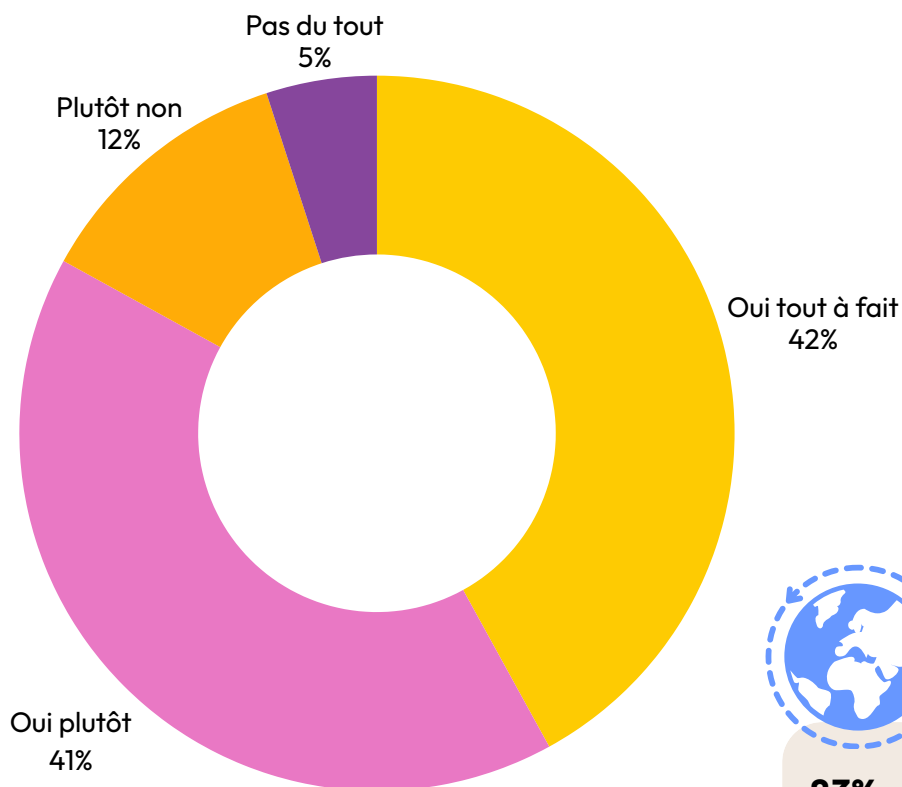
“ Revoir le coût du travail, redonner de la valeur à l'apprentissage et les aides qui vont avec. ”

“ Ne pas laisser s'installer la concurrence déloyale ! Pour être indépendant dans un domaine il faut avoir les compétences requises. Aujourd'hui beaucoup s'installent pour vendre à bas prix n'importe quoi. Il n'y a plus de règles... Cela discrédite les vrais professionnels ! ”

INTERNATIONAL

Ressenti sur le contexte géopolitique international

Estimez-vous que la situation politique sur le plan international ait un impact négatif sur votre activité ?



83% des indépendants estiment que le contexte international engendre des conséquences négatives sur leur activité

Le contexte international vous a-t-il conduit à :

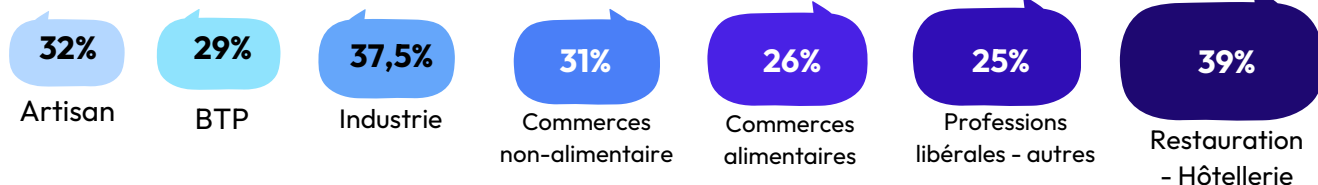
Reporter un projet d'investissement ?

OUI

29%

NON

Tous secteurs confondus : 29%



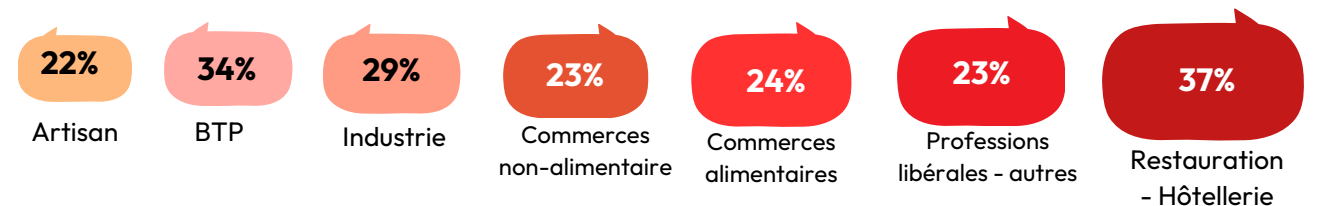
Reporter un projet d'embauche ?

OUI

26%

NON

Tous secteurs confondus : 26%



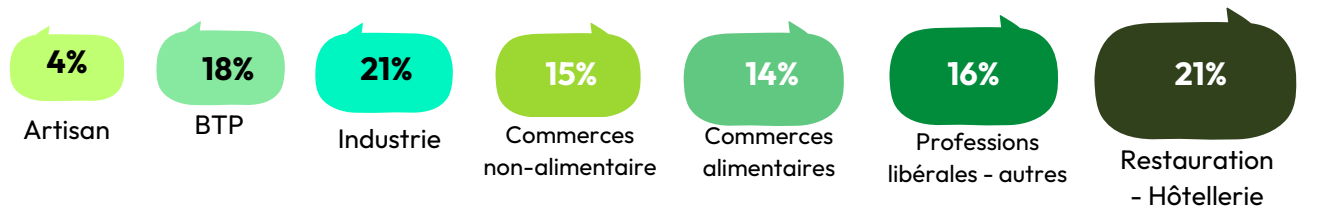
Accélérer un projet de réduction d'effectifs ?

OUI

16%

NON

Tous secteurs confondus : 16%



Déclencher / Accéléré un projet de cessation d'activité ?

OUI

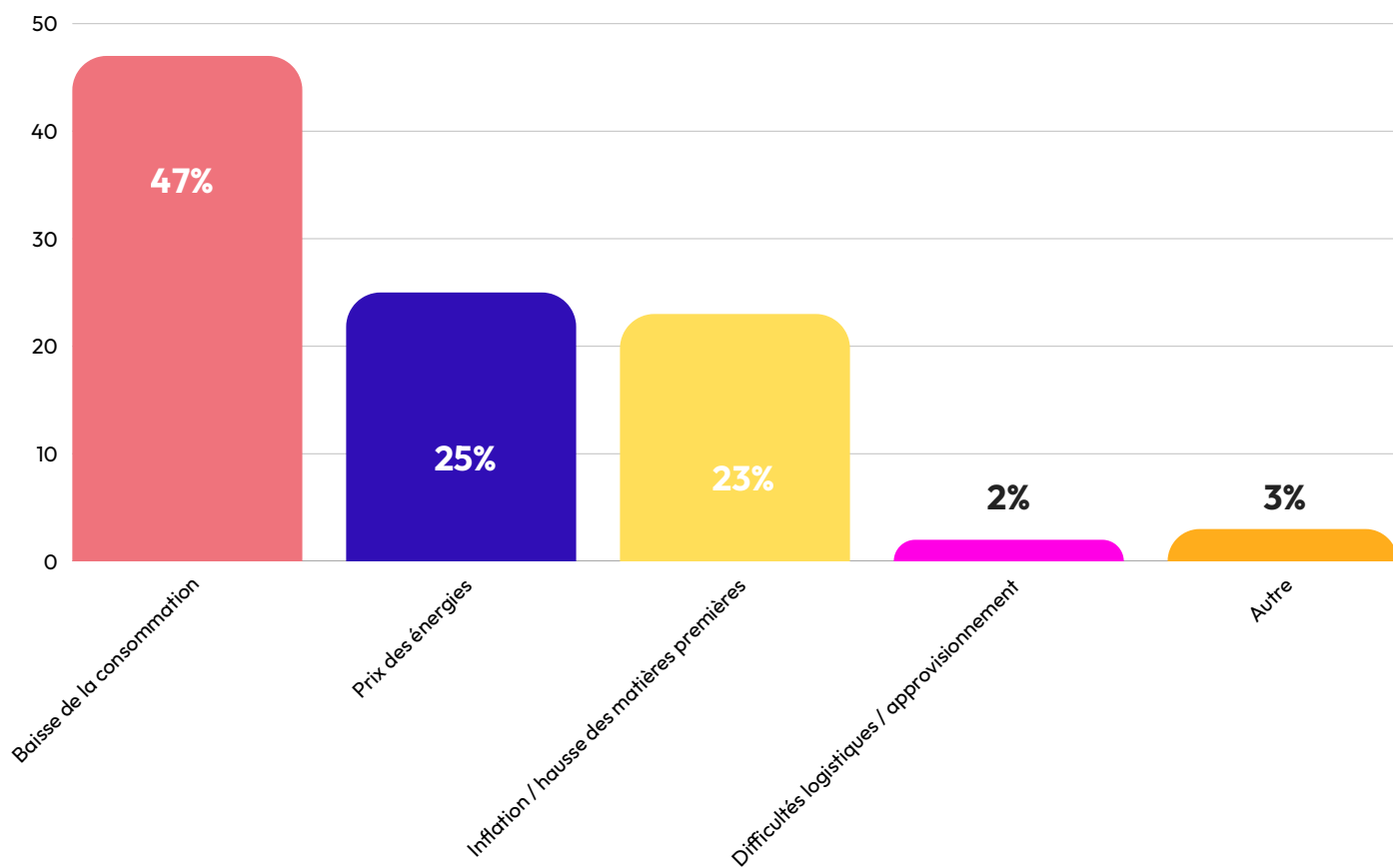
26%

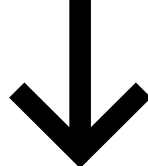
NON

Tous secteurs confondus : 26%



Quel aspect de la situation internationale engendre le plus de conséquences sur votre activité ?





Baisse de la consommation

Artisan	BTP	Industrie	Commerces non alimentaires	Commerces alimentaires	Professions libérales - autres	Restauration - hôtellerie
38%	27%	30%	66%	40%	40%	51%

Prix de l'énergie

Artisan	BTP	Industrie	Commerces non alimentaires	Commerces alimentaires	Professions libérales - autres	Restauration - hôtellerie
32%	27%	5%	20%	36%	34%	27%

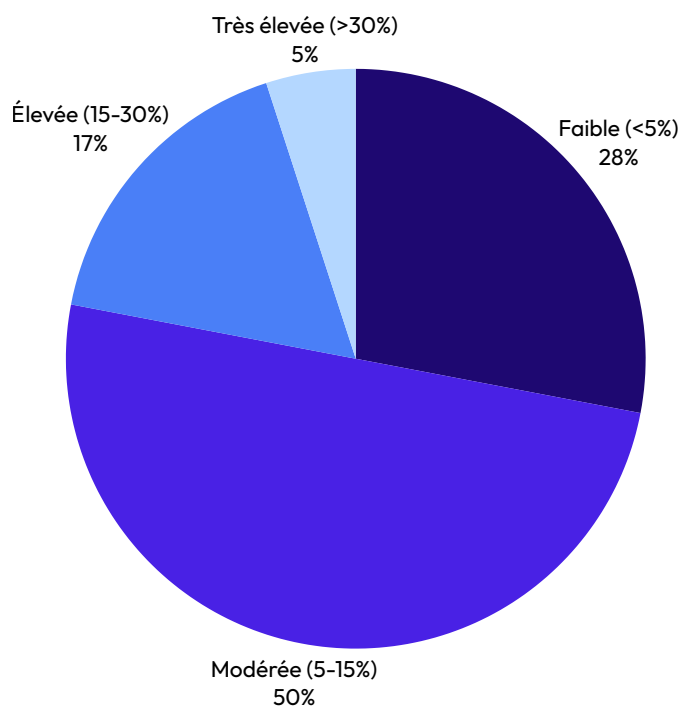
Inflation - hausse des matières premières

Artisan	BTP	Industrie	Commerces non alimentaires	Commerces alimentaires	Professions libérales - autres	Restauration - hôtellerie
30%	46%	60%	10%	24%	16%	22%

Difficultés logistiques - approvisionnement

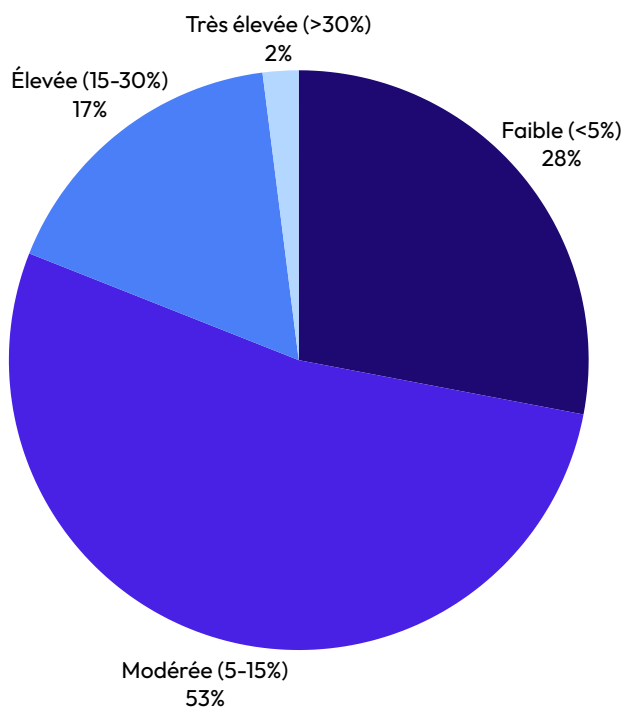
Artisan	BTP	Industrie	Commerces non alimentaires	Commerces alimentaires	Professions libérales - autres	Restauration - hôtellerie
0%	0%	5%	4%	0%	10%	0%

Quelle est la part de l'énergie dans vos coûts ?



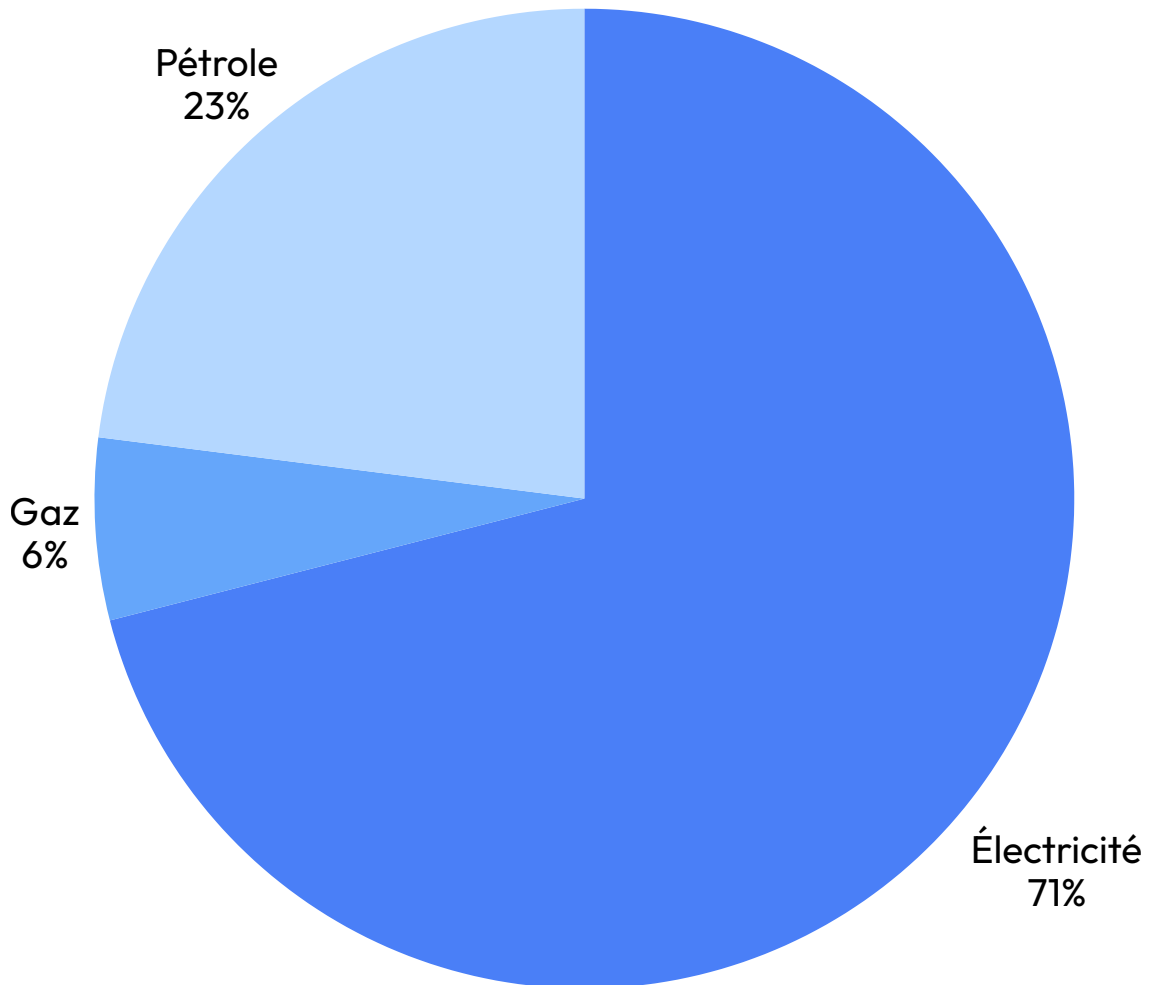
Quelle est la part de l'énergie dans vos coûts ?

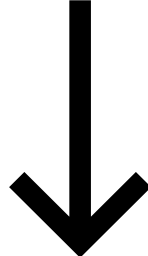
Focus BTP



ÉNERGIE

Quel type d'énergie utilisez-vous à titre principal ?





ÉLECTRICITÉ

Artisan	BTP	Industrie	Commerces non alimentaires	Commerces alimentaires	Professions libérales - autres	Restauration - hôtellerie
64%	22%	78%	85%	84%	66%	64%

GAZ

Artisan	BTP	Industrie	Commerces non alimentaires	Commerces alimentaires	Professions libérales - autres	Restauration - hôtellerie
2%	0%	10%	5%	3%	4%	28%

PÉTROLE

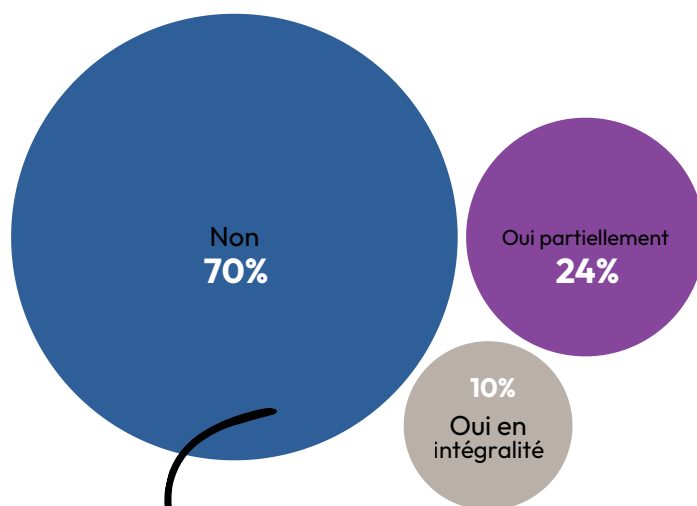
Artisan	BTP	Industrie	Commerces non alimentaires	Commerces alimentaires	Professions libérales - autres	Restauration - hôtellerie
34%	78%	12%	10%	13%	30%	8%

ÉNERGIE

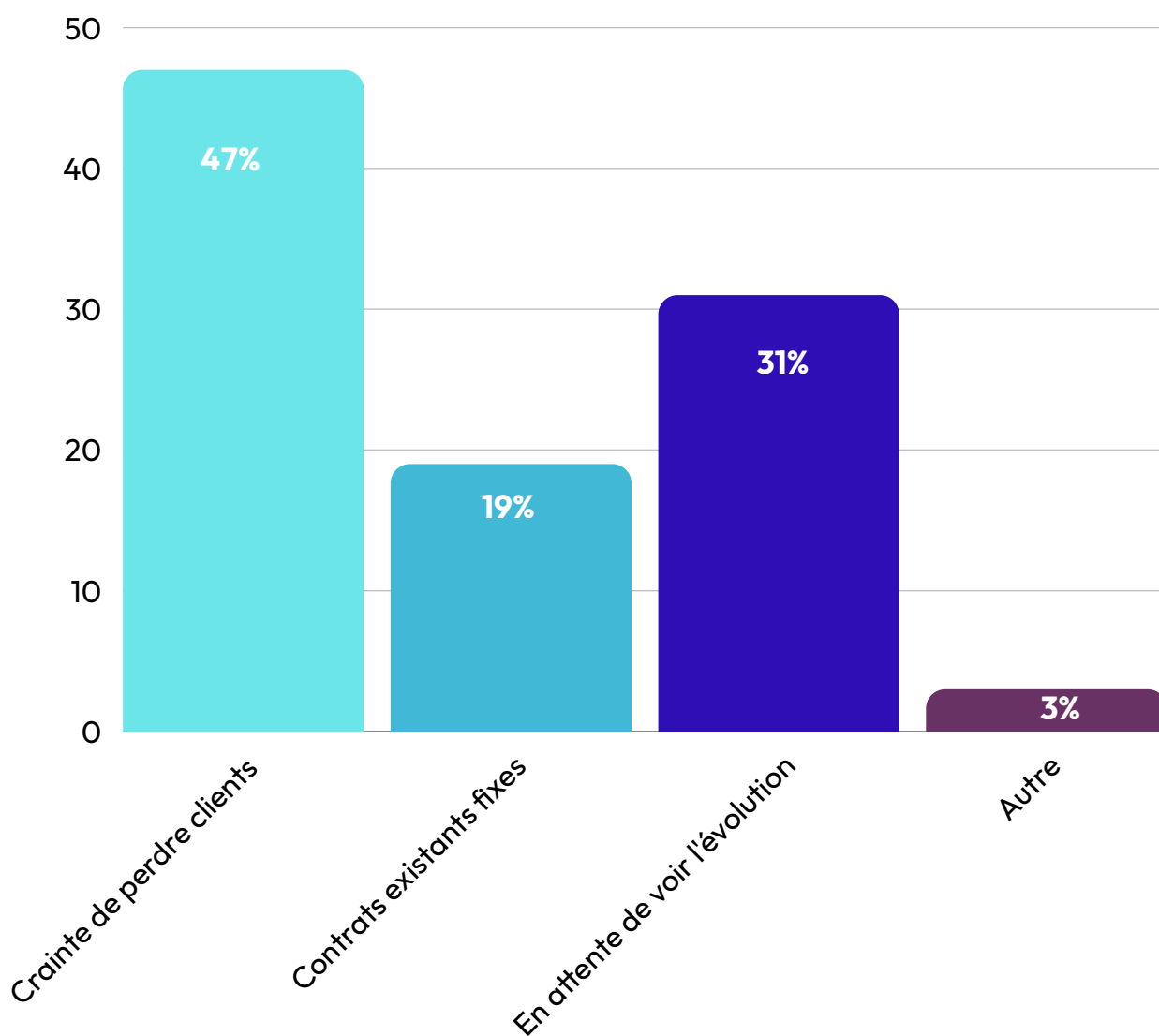
Focus pétrole

Avez-vous déjà répercuté, sur vos prix, la surcharge que représentent les hausses des prix des carburants ?

(pour ceux dont l'énergie principale est le pétrole)



Pour quelle raison ?



Note méthodologique

Cette enquête repose sur un questionnaire administré en ligne auprès des adhérents du SDI.

Les données présentées proviennent des réponses volontaires complètes des participants.

Les résultats reflètent l'opinion des répondants à la date de collecte.

Les données montrent que les problématiques des dirigeants de TPE sont homogènes sur l'ensemble du territoire français, indépendamment de la taille ou du secteur d'activité.



Syndicat des Indépendants et des TPE

CONTACT

contact@sdi-pme.fr

04.78.34.65.97